

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Brusselse Hoofdstedelijke Raad

Séance plénière  
du mercredi 7 mai 1997

Plenaire vergadering  
van woensdag 7 mei 1997

SEANCE DU MATIN

OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Pages
EXCUSES	741
COMMUNICATION DU PRESIDENT	741
ELOGE FUNEBRE	741
COMMUNICATIONS:	
Cour d'arbitrage	741
PROJET D'ORDONNANCE:	
Projet d'ordonnance portant abrogation de la taxe sur la force motrice (n <sup>os</sup> A-147/1 et 2 — 1996-1997)	741
Discussion générale. — <i>Orateurs</i> : M. Eric van Weddingen, rapporteur, MM. Philippe Debry, Walter Vandenbossche, Benoît Veldekens, M. Jos Chabert, ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures	741
Discussion des articles	744
INTERPELLATIONS:	
— de M. Jacques De Coster à MM. Charles Picqué, ministre-président du Gouvernement, et Didier Gosuin, ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique, concernant « le plan explicitant la politique du Gouvernement flamand pour Bruxelles »	745

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	741
MEDEDELING VAN DE VOORZITTER	741
ROUWHULDE	741
MEDEDELINGEN:	
Arbitragehof	741
ONTWERP VAN ORDONNANTIE:	
Ontwerp van ordonnantie tot opheffing van de belasting op de motorkracht (nrs. A-147/1 en 2 — 1996-1997)	741
Algemene bespreking. — <i>Sprekers</i> : de heer Eric van Weddingen, rapporteur, de heren Philippe Debry, Walter Vandenbossche, Benoît Veldekens, de heer Jos Chabert, minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen	741
Artikelsgewijze bespreking	744
INTERPELLATIES:	
— Van de heer Jacques De Coster tot de heer Charles Picqué, minister-voorzitter van de Regering, en Didier Gosuin, minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid, betreffende « het plan dat het beleid van de Vlaamse Regering voor Brussel uitstippelt »	745

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale — Compte rendu intégral  
 Brusselse Hoofdstedelijke Raad — Volledig verslag

	Pages		Blz.
— Interpellation jointe de M. Dominiek Lootens-Stael concernant «le plan politique du Gouvernement flamand pour Bruxelles»	745	— Toegevoegde interpellatie van de heer Dominiek Lootens-Stael, betreffende «het Beleidsplan Brussel van de Vlaamse Regering»	745
Discussion. — <i>Orateurs</i> : MM. Jacques De Coster, Dominiek Lootens-Stael, Mmes Marion Lemesre, Evelyne Huytebroeck, MM. Guy Vanhengel, Dominique Harmel, Walter Vandebossche, Jean-Pierre Cornelissen, Michiel Vandebussche, Sven Gatz, M. Charles Picqué, ministre-président du Gouvernement	745	Bespreking. — <i>Sprekers</i> : de heren Jacques De Coster, Dominiek Lootens-Stael, de dames Marion Lemesre, Evelyn Huytebroeck, de heren Guy Vanhengel, Dominique Harmel, Walter Vandebossche, Jean-Pierre Cornelissen, Michiel Vandebussche, Sven Gatz, de heer Charles Picqué, minister-voorzitter van de Regering	745

PRESIDENCE DE M. ARMAND DE DECKER, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ARMAND DE DECKER, VOORZITTER

— *La séance plénière est ouverte à 9 h 50.*

*De plenaire vergadering wordt geopend om 9.50 uur.*

**M. le Président.** — Je déclare ouverte la séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du mercredi 7 mai 1997 (matin).

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van woensdag 7 mei 1997 (ochtend) geopend.

**EXCUSES — VERONTSCHULDIGD**

**M. le Président.** — Ont prié d'excuser leur absence: M. Didier Gosuin, Mmes Andrée Guillaume-Vanderroost, Corinne De Permentier, M. François Roelants du Vivier, Mme Marie Nagy, MM. Claude Michel, Freddy Thielemans, Jan Béghin et Mme Sylvie Foucart.

Verontschuldigen zich voor hun afwezigheid: de heer Didier Gosuin, de dames Andrée Guillaume-Vanderroost, Corinne De Permentier, de heer François Roelants du Vivier, mevrouw Marie Nagy, de heren Claude Michel, Freddy Thielemans, Jan Béghin en mevrouw Sylvie Foucart.

**COMMUNICATION DU PRESIDENT**

**MEDEDELING VAN DE VOORZITTER**

**M. le Président.** — Par lettre du 29 avril 1997, M. Robert Hotyat m'a informé qu'il a démissionné de la fonction de président du groupe socialiste et que Mme Françoise Dupuis a été désignée par le groupe en tant que présidente de celui-ci.

In zijn brief van 29 april 1997 heeft Robert Hotyat me laten weten dat hij ontslag heeft genomen als voorzitter van de socialistische fractie en dat mevrouw Françoise Dupuis door de fractie als nieuwe fractieleider aangewezen is.

**ELOGE FUNEBRE DE M. BASILE RISOPOULOS**

**ROUWHULDE VAN DE HEER BASILE RISOPOULOS**

*M. le Président se lève et devant l'Assemblée debout, prononce les paroles suivantes:* Chers collègues, c'est avec émotion que nous avons appris le décès de Maître Basile Risopoulos.

Avocat brillant, résistant courageux durant la dernière guerre mondiale, Basile Risopoulos entama sa carrière politique aux environs de la cinquantaine. Successivement sénateur, puis député, il fut élu conseiller d'Agglomération en 1971. Président du Parti Libéral Bruxellois, Basile Risopoulos fut un des fondateurs du rassemblement bruxellois.

Brillant orateur, cet homme de culture, ancien professeur d'histoire, polyglotte accompli, était fort attaché à la défense de la langue française. C'est cet engagement et l'évolution institutionnelle de la Belgique qui le feront rejoindre les rangs du FDF au nom duquel il exerçait actuellement le mandat d'échevin d'Ixelles et de président de la Maison de la Francité.

Basile Risopoulos fut également Président de l'éphémère Conseil régional bruxellois, mis en place au milieu des années 70.

En votre nom, j'ai adressé un télégramme de condoléances à sa famille, au bourgmestre d'Ixelles, ainsi qu'au Président de son parti.

— *Le Parlement observe une minute de silence.*

*Het Parlement neemt een minuut stilte in acht.*

**COMMUNICATIONS FAITES AU CONSEIL**

*Cour d'arbitrage*

**MEDEDELINGEN AAN DE RAAD**

*Arbitragehof*

**M. le Président.** — Diverses communications ont été faites au Conseil par la Cour d'arbitrage.

Elles figureront au *Compte rendu analytique* et au *Compte rendu intégral* de cette séance. (*Voir annexes.*)

Verscheidene mededelingen worden door het Arbitragehof aan de Raad gedaan.

Zij zullen in het *Beknopt verslag* en in het *Volledig verslag* van deze vergadering worden opgenomen. (*Zie bijlagen.*)

**PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ABROGATION DE LA TAXE SUR LA FORCE MOTRICE**

*Discussion générale*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE TOT OPHEFFING VAN DE BELASTING OP DE MOTORKRACHT**

*Algemene bespreking*

**M. le Président.** — Mesdames, messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale du projet d'ordonnance.

Dames en heren, aan de orde is de algemene bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à M. van Weddingen, rapporteur.

**M. Eric van Weddingen**, rapporteur. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, il est rare qu'un projet d'ordonnance fasse l'unanimité en commission. C'est cependant le cas de celui qui nous est soumis aujourd'hui.

Le Gouvernement nous propose d'abroger la taxe sur la force motrice au 1<sup>er</sup> janvier de cette année. Le dernier enrôlement de cette taxe concerne donc l'exercice 1996. D'après ce que nous avait dit le ministre, cet enrôlement a dû se terminer tout récemment.

En fait, cette taxe n'a jamais été votée par notre Parlement; elle est un héritage fiscal de la province de Brabant. C'est une taxe compliquée dans sa rédaction, difficile à appliquer et, en partie, désuète dans son principe. De plus, elle se superpose à des taxes communales qui ont le même objet.

Pour ces raisons, l'ensemble des commissaires se sont réjouis de sa suppression.

Plusieurs commissaires ont insisté sur le caractère discriminatoire de cette taxe à l'égard du secteur secondaire et sur la nécessité de préserver l'aspect attractif de la Région bruxelloise pour les entreprises de ce secteur. Ils se sont également inquiétés de savoir si le Gouvernement avait l'intention de compenser par une autre taxe la moins-value, estimée à 40 millions, engendrée par la suppression proposée. Le ministre a affirmé qu'aucune nouvelle taxe compensatoire ne serait prélevée.

La question des taxes sur la force motrice au niveau communal et son extension à l'informatique fut brièvement abordée. Sur ce point, je vous renvoie au rapport écrit.

En tout cas, un consensus semble dégagé sur « la nécessité d'une fiscalité modérée dans le but de préserver l'image de la région auprès des investisseurs ». Ce sont les termes mêmes du ministre.

Le projet a été adopté à l'unanimité des douze commissaires présents.

Au nom de mon groupe, je précise que nous nous réjouissons tout particulièrement de la suppression proposée, non seulement parce qu'elle soulage les entreprises bruxelloises d'une taxe de 40 millions, mais aussi parce qu'elle simplifie le paysage fiscal bruxellois. Elle met en effet fin à la superposition d'une taxe régionale et des taxes communales ayant le même objet.

L'aspect psychologique de la mesure est en fait plus important que la diminution en elle-même. En effet, Bruxelles souffre, auprès des investisseurs, d'une image défavorable sur le plan fiscal, qui est essentiellement due à la multiplicité des pouvoirs taxateurs, plus en fait qu'à la charge fiscale globale qui n'est pas supérieure à celle des autres régions.

Les pouvoirs taxateurs sont, outre la région, les dix-neuf communes. De plus, la région a repris à son compte la fiscalité de l'agglomération, ainsi que la fiscalité provinciale.

Il en résulte une multitude de règlements-taxes en tous genres qui, souvent, se superposent. C'était notamment le cas de la taxe sur la force motrice que le Gouvernement nous propose aujourd'hui de supprimer.

Cette situation engendre une insécurité juridique. Nous le constatons par la superposition de règlements sur un même objet mais dont la base, les taux ou les modes de réclamation diffèrent. En outre, c'est aussi une source de paperasseries et de complexi-

tés pour les entreprises. Cela décourage incontestablement l'initiative privée. Dès lors, il faut simplifier cette situation. Le projet qui nous est soumis aujourd'hui est un pas du Gouvernement dans la bonne direction.

Nous l'applaudissons et je ne puis qu'exhorter le Gouvernement à franchir encore d'autres pas en ce sens. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Debry.

**M. Philippe Debry.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, une fois n'est pas coutume: Ecolo votera favorablement un projet du ministre Chabert.

En effet, nous sommes favorables à la suppression de cette taxe sur la force motrice car elle touche essentiellement le secteur secondaire, dont on connaît le déclin dans la Région bruxelloise. On sait que ce déclin aggrave la situation des personnes peu qualifiées ou disposant d'une formation technique. A l'examen des statistiques de l'emploi, on constate que ce sont majoritairement ces personnes qui sont aujourd'hui sans emploi dans notre région.

En matière de politique fiscale, comme dans d'autres, nous souhaitons donc freiner autant que possible le déclin du secteur industriel à Bruxelles.

Nous serions heureux que cette mesure s'intègre dans une politique cohérente et globale de la protection du secteur industriel à Bruxelles.

Dans le cadre de l'interpellation introduite par M. Harmel, j'aurai l'occasion de revenir sur les aspects urbanistiques de la défense du secteur industriel à Bruxelles. Si la proposition du ministre Chabert de supprimer la taxe motrice est une bonne chose, je ne crois pas malheureusement qu'en matière urbanistique, la politique du Gouvernement soit aussi cohérente.

Je reviendrai sur un point évoqué par M. van Weddingen, à savoir les taxes communales. Certaines communes remplacent la taxe sur la force motrice par une taxe sur les appareils informatiques. Je ne crois pas que la région doive lever une telle taxe, mais il serait toutefois intéressant que la région tente d'harmoniser ces nouvelles formes de taxation. Elle pourrait essayer, tout en préservant la sacro-sainte autonomie communale en matière fiscale, de réunir les divers acteurs communaux pour examiner s'il ne serait pas opportun d'harmoniser la politique de taxation des dix-neuf communes. Il serait intéressant que toutes les communes s'orientent vers la suppression de la taxe sur la force motrice, quitte à la remplacer par une autre. Certaines communes l'ont d'ailleurs déjà fait, notamment celle de M. van Weddingen. La région devrait donc prendre une initiative en ce sens. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo.*)

**De Voorzitter.** — De heer Vandebossche heeft het woord.

**De heer Walter Vandebossche.** — Mijnheer de Voorzitter, een politicus kan zich een naam verwerven door een krasse uitspraak te doen, door een uitschuiver, door een Regering samen te stellen of nog wat anders. Minister Chabert zal zijn naam eer aandoen door de afschaffing van een belasting. Hiermee kondigt hij een nieuw beleid aan in het Brussels Gewest. De symbolische betekenis van deze maatregel mag niet worden onderschat.

Al jaren vraagt het bedrijfsleven eenduidigheid in de fiscaliteit, alsook administratieve en fiscale vereenvoudiging. Een bedrijf leiden is zo complex, dat bedrijfsleiders de fiscale en administratieve rompslomp liever missen. Met de afschaffing van deze belasting doet de minister een stap in de goede richting en ik hoop vooral dat hij in dezelfde richting voortgaat. De heer

van Weddingen heeft erop aangedrongen dat de verschillende bestuursniveaus van het gewest hun fiscaliteit zouden vereenvoudigen. Aansluitend daarbij pleit ik voor het organiseren van een forum van de verschillende bestuursorganen om te komen tot fiscale vereenvoudiging en meer doorzichtigheid waarmee het bedrijfsleven zijn voordeel zal doen.

De CVP-fractie zal dit ontwerp met overtuiging goedkeuren. (Applaus.)

**M. le Président.** — La parole est à M. Veldekens.

**M. Benoît Veldekens.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, à la mi-législature, le bilan fiscal de votre Gouvernement s'est traduit par l'augmentation de la taxe sur les jeux et paris, par la création d'une nouvelle taxe sur le déversement des eaux usées et, aujourd'hui, par la suppression de la taxe ex-provinciale sur la force motrice. En somme, pour deux taxes créées ou majorées, une de supprimée.

En termes nets, et vu les rendements comparatifs, votre politique a eu cependant pour effet un alourdissement de la charge fiscale tant pour les entreprises que pour les habitants de notre région.

Certes, l'abrogation de la taxe sur la force motrice, qui nous est aujourd'hui proposée, est une mesure positive que le groupe PSC approuve et votera tout à l'heure pour les raisons déjà évoquées — faible rendement (40 millions de francs en base annuelle), difficultés de perception, coût administratif élevé — mais c'est une mesure tardive et insuffisante.

Tardive, car il y a plus d'un an que vous nous annonciez ce miniprojet de deux articles abrogeant une taxe dont vous avez voulu percevoir encore le bénéfice pour 1996. Mais surtout une mesure insuffisante.

Les entreprises établies à Bruxelles sont, on le sait, confrontées à une multitude de taxes disparates, qu'elles soient régionales ou, pour la plupart, communales. Le groupe PSC estime qu'il est temps d'alléger et de simplifier radicalement cet environnement fiscal contre-productif.

La taxe sur la force motrice est d'ailleurs, à cet égard, un bel exemple.

Abrogée par la région à partir de cette année, déjà supprimée par certaines communes, elle subsiste encore dans d'autres, alors que précisément cette taxe pénalise les entreprises du secteur secondaire qui se raréfient dans notre région et dont nous devons absolument assurer la survie, si nous voulons préserver des emplois accessibles aux moins qualifiés. C'est d'ailleurs au nom de cette logique que, sous la législature précédente, la région avait invité les communes à supprimer la taxe sur le personnel occupé en échange d'une dotation compensatoire qu'elle leur alloue annuellement.

Certaines communes envisagent aujourd'hui, si elles ne l'ont déjà fait, de remplacer la taxe sur la force motrice par une taxe sur les écrans d'ordinateurs.

Vous avez vous-même dit en commission, monsieur le ministre, et je partage entièrement ce point de vue, qu'une telle imposition a un effet désastreux pour l'image de la région auprès des investisseurs. Vous aviez ajouté qu'il fallait inviter les communes bruxelloises à imposer les entreprises avec modération, annonçant que, pour sa part, la région ferait des efforts dans le même sens, que l'on augmenterait diverses exemptions sur des taxes régionales et sur le précompte immobilier, que l'on diminuerait le taux des droits de succession sur les entreprises à caractère familial. Dois-je vous rappeler que mon collègue Dominique Harmel et moi-même avons déposé une proposition

en ce sens qui n'a toujours pas été discutée ni inscrite à l'ordre du jour de la Commission des Finances ?

Où sont donc ces projets que vous nous annoncez depuis si longtemps ?

Dois-je aussi vous rappeler que votre accord de majorité annonçait une évaluation des taxes régionales ainsi qu'une étude visant à repenser et à rationaliser les politiques fiscales communales en vue — je cite — « d'harmoniser les mécanismes existants, inutilement disparates et opaques » ?

Cette étude est-elle seulement en cours ? Je me permets d'en douter.

Depuis deux ans qu'elle est au pouvoir, l'actuelle majorité régionale ne peut en définitive se targuer que du seul projet, relativement mineur, qui nous est soumis aujourd'hui. C'est vraiment bien peu de choses !

Il faut aller beaucoup plus loin.

En guise de conclusion, je voudrais émettre la proposition suivante : étant donné le faible taux d'utilisation (de 60 à 70 %) des crédits régionaux d'expansion économique, j'estime que la part des crédits non utilisés devrait permettre à la région, dans le cadre d'un contrat à conclure avec les communes, d'offrir une dotation compensatoire à celles qui accepteraient, selon des conditions à définir, d'alléger et de rationaliser leurs politiques fiscales.

J'estime en effet que les entreprises seraient bien plus intéressées par la défiscalisation et l'allègement de leurs charges que par des subventions qui, le plus souvent, sont mal connues et appellent des démarches administratives fastidieuses.

Il est en tout cas urgent que la région prenne l'initiative et se donne réellement les moyens de rationaliser les politiques fiscales communales, actuellement disparates et certainement contre-productives, sans compter que leur coût de perception dépasse parfois leur rendement. (Applaudissements sur les bancs PSC.)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Chabert, minister.

**De heer Jos Chabert,** minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, het gebeurt niet vaak dat een minister van Financiën het spreekgestoelte mag beklimmen om de afschaffing van een belasting voor te stellen. Ik ben dan ook blij met dit ontwerp van ordonnantie. Het vertolkt de wil van de Regering — en alle sprekers hebben zich hierover lovend uitgesproken — om tastbare en positieve impulsen te geven aan de bedrijven die in ons gewest gevestigd zijn.

Wij kunnen geen welvaart creëren op een economisch kerkhof. Vele gezonde bedrijven zijn een waarborg voor sociale en politieke stabiliteit. Wij willen kansen geven aan bedrijven, zonder zelf bedrijven te moeten oprichten. De staat is immers een slecht industrieel. Een te zware fiscale druk is nefast voor de bedrijven.

Dit ontwerp beoogt de afschaffing van de belasting op de drijfkraft vanaf het aanslagjaar 1997. Deze maatregel past in de uitvoering van het fiscale luik van mijn beleidsnota Economie, het zogenaamde Dynamoplan. De maatregel beoogt een verskering van de concurrentiekracht van de Brusselse bedrijven en zou de slagkracht van onze bedrijven moeten doen toenemen met inbegrip van de industriële sector in Brussel.

De belasting, die werd overgenomen van de vroegere provincie Brabant, is jaarlijks goed voor 40 miljoen. De Regering is niet van plan het verlies van die opbrengst te compenseren door

een nieuwe belasting. Vele sprekers hebben gezegd dat de Brusselselaars en de bedrijven al te veel belast worden. Dat is juist. Wij gaan derhalve niet met de linkerhand terugnemen, wat wij met de rechterhand geven. Bij de opmaak van de begroting 1997 is de afschaffing gecompenseerd door een verlaging van de uitgaven.

Je voudrais aussi vous dire que la suppression de la taxe concernée au niveau régional n'a pas d'incidence au niveau communal.

J'ai été heureux d'écouter les diverses suggestions émanant de beaucoup de partis, même ceux de l'opposition, notamment des écologistes. Néanmoins, je crois qu'il faudrait inciter les communes qui ont vu leur situation financière s'améliorer par la vente des actions DEXIA du Crédit Communal, à prendre des mesures similaires en vue de soutenir le secteur industriel. Les petites et moyennes entreprises doivent être les bienvenues dans nos communes. Cet accueil doit devenir un réflexe économique, alors qu'actuellement, on leur donne plutôt le sentiment qu'on voudrait les voir partir le plus rapidement possible.

Bruxelles a besoin que des entreprises s'installent sur son territoire. C'est pourquoi j'associerai les communes à une action globale, pour laquelle MM. Veldekens et Vandebossche ont plaidé. Nous allons inscrire davantage les communes dans le plan Dynamo pour qu'elles participent à l'effort global.

Je lance donc un appel aux communes et à ceux qui, parmi vous, y ont des responsabilités afin de prendre des initiatives en vue d'alléger la fiscalité à l'égard des entreprises.

Contrairement à ce qu'aucuns ont proposé, il n'est évidemment pas question que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compense les diminutions de recettes pour les communes qui supprimeront la taxe sur la force motrice et peut-être d'autres taxes communales imposées aux entreprises.

Je suis heureux d'avoir pu mener ce projet à bien. En effet, le ministre des Finances n'est pas toujours le plus populaire. Le fait que je doive répondre cet après-midi à des interpellations concernant les taxes en est la preuve. Je n'ai pas trouvé beaucoup d'opposition lorsque j'ai proposé une telle mesure. Le Gouvernement dans son ensemble a soutenu la proposition, que j'espère voir adopter aujourd'hui à l'unanimité par ce Conseil.

Par ailleurs, à la question de savoir si nous allons organiser un forum avec les communes bruxelloises, je répondrai par l'affirmative.

Ik wil dus graag op het voorstel van de heer Vandebossche ingaan en een initiatief nemen om met de gemeenten te komen tot meer transparantie en coördinatie op fiscaal vlak ten gunste van de bedrijven.

Enfin, monsieur Veldekens, vous avez fait allusion à une diminution des droits de succession pour la cession des entreprises familiales. Il s'agit d'un problème tout à fait réel. Il entre dans mes intentions de prendre des mesures pour éviter que la situation que nous connaissons actuellement perdure.

Nous ne sommes pas restés inactifs monsieur Veldekens. Des projets existent et nous pouvons aller de l'avant dans ce domaine. J'en ai saisi monsieur Maystadt. Ce dernier a fait de très belles déclarations, auxquelles je souscris. Il est nécessaire de trouver une solution à ce problème. Il lui revient maintenant de faire preuve d'initiative en ce qui concerne la technique elle-même.

Nous avons fait preuve d'une loyauté sans faille à l'égard du Gouvernement fédéral. Ce projet sera mené *pari passu* avec M. Maystadt. Car même si cela relève de notre autonomie, un tel projet doit être mené en collaboration avec le Gouvernement fédéral qui, en vertu de la loi spéciale de financement du

16 janvier 1989, reste compétent pour fixer la base imposable des droits de succession.

**M. Dominique Harmel.** — Allez-vous également consulter le ministre de la Communauté flamande, monsieur le ministre ?

**M. Jos Chabert,** ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures. — Non. Je parle ici au nom de la Région de Bruxelles-Capitale. Chacun fait sa cuisine comme il l'entend.

**M. Dominique Harmel.** — Dans ce cas, je ne puis que vous conseiller de cuisiner bien et vite ! (*Sourires.*)

**M. Jos Chabert,** ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures. — M. Maystadt ne vous est pas inconnu. Il est peut-être possible de tenir un colloque avec lui.

**M. Benoît Veldekens.** — Est-ce au niveau de M. Maystadt que cette proposition stagne ?

**M. Jos Chabert,** ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures. — Oui.

Nous allons donc prochainement discuter de ce projet en commission et ce projet sera mené concomitamment avec le Gouvernement fédéral.

En conclusion, je remercie cette Assemblée d'approuver le présent projet à l'unanimité. Il serait en effet positif de pouvoir affirmer qu'à Bruxelles, les impôts diminuent.

Le mot de la fin sera celui-ci : puisse cette décision être l'hirondelle « fiscale » qui annonce le printemps ! (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**M. le Président.** — Quelqu'un désire-t-il prendre la parole pour une réplique ? (*Non.*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

#### *Discussion des articles*

#### *Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Nous passons à la discussion des articles du projet d'ordonnance sur la base du texte adopté par la Commission.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan op basis van de door de Commissie aangenomen tekst.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** Le chapitre VI de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative à la reprise de la fiscalité provinciale est abrogé à partir de l'exercice 1997.

**Art. 2.** Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit wordt opgeheven vanaf het aanslagjaar 1997.

— Adopté.

Aangenomen.

La discussion des articles est close.

De artikelsgewijze bespreking is gesloten.

Le vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance aura lieu cet après-midi.

De stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie zal deze namiddag plaatshebben.

#### INTERPELLATIONS — INTERPELLATIES

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle les interpellations.

Aan de orde zijn de interpellaties.

**INTERPELLATION DE M. JACQUES DE COSTER A MM. CHARLES PICQUE, MINISTRE-PRESIDENT DU GOUVERNEMENT, ET DIDIER GOSUIN, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA POLITIQUE DE L'EAU, DE LA RENOVATION, DE LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE, CONCERNANT «LE PLAN EXPLICITANT LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FLAMAND POUR BRUXELLES»**

**INTERPELLATION JOINTE DE M. DOMINIEK LOOTENS-STAELE CONCERNANT «LE PLAN POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FLAMAND POUR BRUXELLES»**

*Discussion*

**INTERPELLATIE VAN DE HEER JACQUES DE COSTER TOT DE HEREN CHARLES PICQUE, MINISTER-VOORZITTER VAN DE REGERING, EN DIDIER GOSUIN, MINISTER BELAST MET LEEFMILIEU EN WATERBELEID, RENOVATIE, NATUURBEHOUD EN OPENBARE NETHEID, BETREFFENDE «HET PLAN DAT HET BELEID VAN DE VLAAMSE REGERING VOOR BRUSSEL UITSTIPPELT»**

**TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE VAN DE HEER DOMINIEK LOOTENS-STAELE BETREFFENDE «HET BELEIDSPAN BRUSSEL VAN DE VLAAMSE REGERING»**

*Bespreking*

**M. le Président.** — La parole est à M. De Coster pour développer son interpellation.

**M. Jacques De Coster.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, si je me suis permis de vous interpellier à propos du plan politique pour Bruxelles présenté récemment par le Gouvernement flamand, ce n'est certes pas pour souffler sur ce qu'on appelle parfois le brulôt communautaire, ni pour transformer le Conseil régional en champ clos où s'affronteraient les deux communautés qui le composent.

Vous savez combien mon parti est attentif à soutenir tous les efforts entrepris en faveur de ce que vous-même avez appelé la pacification communautaire, mais j'estime tout simplement normal, voire indispensable, que les députés bruxellois puissent évoquer et discuter un plan d'action politique centré essentiellement sur notre région.

J'estimais également que le bon usage de la démocratie exigeait que le débat ait lieu d'abord au sein de notre Assemblée. En lisant la presse de ce matin, j'ai malheureusement dû constater qu'un certain nombre de nos collègues n'avaient pas la même conception de ce bon usage démocratique; ce que je regrette sincèrement. (*Applaudissements sur les bancs du PSC.*)

**M. Dominique Harmel.** — A qui pensez-vous? Au FDF?

**M. Jacques De Coster.** — Permettez-moi maintenant de rappeler très brièvement que ce plan s'appuie sur une série d'axe qui visent:

à renforcer la cohérence de la politique flamande à Bruxelles, notamment en prévoyant une concertation systématique avec la *Vlaamse Gemeenschapscommissie*;

à développer le réseau d'équipements néerlandophones bruxellois;

à veiller à l'application de la législation linguistique et à la stimulation de l'usage du néerlandais dans la Région bruxelloise;

à rendre la ville plus attractive par une politique urbaine appropriée.

à renforcer l'implication des néerlandophones dans la gestion des communes et des CPAS;

à étendre le rayonnement international de la langue et de la culture néerlandaises;

et enfin, à promouvoir l'image de Bruxelles en Flandre.

Il s'agit donc, mes chers collègues, pour 1997 d'un investissement de la part de la Communauté flamande de près de 17 milliards auxquels on peut ajouter le 1,2 milliard de dotation dont bénéficie la *Vlaamse Gemeenschapscommissie*.

C'est donc une somme importante qu'il convient néanmoins de relativiser en soulignant que la majeure partie en est consacrée à l'enseignement néerlandophone.

Ceci dit, il n'est nullement dans mon intention d'examiner ce plan de manière manichéenne et d'entrer dans le petit jeu à visée électorale de la diabolisation de l'autre. Lorsque je lis que le Gouvernement flamand entend apporter sa contribution à l'amélioration de la qualité de la vie à Bruxelles, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, au développement du sport, à l'aide aux personnes âgées, je ne peux qu'approuver ces initiatives.

Comme il faut approuver une politique de développement d'outils culturels tels que le *Beursschouwburg* ou La Luna qui ne sont certainement pas des institutions repliées sur elles-mêmes mais au contraire ouvertes à tous les jeunes de notre région, quelle que soit leur origine.

Mes enfants peuvent en témoigner parce qu'ils fréquentent ces endroits.

Un certain nombre des mesures profiteront donc à l'ensemble de la région, renforceront l'esprit de collaboration et de pacification communautaire évoqué plus haut et c'est fort bien ainsi.

Ceci dit, monsieur le ministre-président, sous les roses les épines.

**M. Dominique Harmel.** — On commençait à s'inquiéter !

**M. Jacques De Coster.** — On ne peut pas être uniquement consensuel quand on fait de la politique.

Donc, monsieur le ministre-président, j'aimerais connaître votre réaction à propos de certaines propositions qui, c'est le moins que l'on puisse dire, doivent probablement nous inciter à une vision moins optimiste de la question.

**De heer Walter Vandenbossche.** — Mijnheer De Coster, heeft u de hele tekst gelezen of alleen de samenvatting ?

**M. Jacques De Coster.** — J'ai lu le texte entier.

**De heer Walter Vandenbossche.** — In het Nederlands ?

**M. Jacques De Coster.** — En néerlandais et en français.

Il me semble qu'à plusieurs égards, le fait régional, la reconnaissance de Bruxelles comme troisième région et région à part entière est mis en péril, voire nié.

Permettez-moi, monsieur Vandenbossche, de citer une phrase de l'introduction du plan : «...La structure fondamentale de l'Etat belge est constituée de deux entités, de deux langues, de deux communautés culturelles avec une position particulière pour Bruxelles, lieu de rencontre de ces deux communautés.»

**De heer Walter Vandenbossche.** — Dat staat ook zo vermeld in de Grondwet, mijnheer De Coster !

**M. Jacques De Coster.** — Permettez-moi également, monsieur Vandenbossche, de souligner que, d'un point de vue institutionnel, le plan dont il est question s'appuie sur une « note de discussion pour une prochaine réforme de l'Etat » approuvée par le Gouvernement flamand le 29 février 1996 et remise au Parlement flamand le mois suivant. Cette note insiste sur la structure bipolaire de notre société, sur un Etat à deux composantes qui serait, en ce qui nous concerne, chargées de gérer notre région de manière paritaire.

Ne faut-il pas également s'interroger sur la volonté du Gouvernement flamand de participer au développement économique, au trafic urbain, à l'aménagement du territoire et de l'environnement de notre région ? Certes, soyons justes, le plan évoque à cet égard le dialogue, la concertation avec les autorités et les institutions de la Région de Bruxelles-Capitale, mais vous savez comme moi que nous entrons ici dans le domaine des compétences purement régionales.

Enfin, signalons que le plan évoque à nouveau ce vieux facteur de discorde, ce monstre du *Loch Ness* Bruxello-communautaire qu'est la participation garantie de nos amis néerlandophones à la gestion politique des institutions locales.

Pour conclure, mes chers collègues, en étant positifs, si la Flandre veut consacrer plus de moyens financiers à Bruxelles, dans l'intérêt, bien sûr, de la Communauté néerlandophone, mais aussi de l'ensemble de ses habitants, fort bien. Encore que

je me permette de suggérer à nos collègues et amis néerlandophones qu'une des meilleures façons de rendre service à notre région, c'est peut-être d'user de leur influence, qui est loin d'être négligeable à ce niveau, pour que le Gouvernement fédéral nous accorde équitablement notre dû en recettes fiscales correspondant réellement aux charges qui sont les nôtres.

Cependant, je ne pense pas qu'il soit incendiaire ni provocateur de souligner que lorsque la Flandre fait des yeux doux à Bruxelles, pour reprendre le titre d'un article récent d'un journal bruxellois, nous souhaitons qu'elle le fasse sans arrière-pensée et dans le respect de nos institutions et d'un fédéralisme d'union, basé certes sur deux Communautés mais aussi sur trois Régions. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**De Voorzitter.** — De heer Lootens-Stael heeft het woord voor het ontwikkelen van zijn toegevoegde interpellatie.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Mijnheer de Voorzitter, na de bekendmaking van het beleidsplan voor Brussel van de Vlaamse Regering werd te allen kant moord en brand geschreeuwd.

De mandatarissen van de traditionele partijen in de Vlaamse Gemeenschapscommissie steigerden louter uit zelfbehoud. Zij voelden zich in het beleidsplan gepasseerd, terwijl het terecht een vingerwijzing is naar de onmondige en door de Franstaligen overschaduwde instelling die de VGC is, en naar haar beleidsvoorders.

**De heer Guy Vanhengel.** — Dat is niet juist !

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Dat de stelling van collega Vandenbossche die beweert dat Brussel niet meer de « fransdolle » stad van 1971 is, nergens op slaat, wordt hier later op de dag bewezen. Ik ga niet in op de Vlaamse reacties. Ik had dat tijdens de bespreking van het beleidsplan in de VGC willen doen, maar voorzitter Garcia heeft mij daar op een ware dictatoriale wijze spreekverbod opgelegd. Maar dit ter zijde.

**M. Dominique Harmel.** — C'est très bien, M. Garcia !

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Ook aan Franstalige kant kwamen er felle reacties. Het beleidsplan zou, aldus minister-president Picqué, ongepast zijn voor 's lands toekomst. Ook minister Gosuin liet zich in sterke bewoordingen misprijzen uit. Minister Hasquin zag in het beleidsplan een ware staatsgreep en meende dat Van den Brande Brussel zou impalmen.

Vanwaar eigenlijk die felle, ja zelfs overtrokken reacties ? Omwille van de institutionele stellingnames die de Vlaamse Regering inneemt ? Van den Brande stelt in zijn beleidsplan slechts de realiteit voorop en niets meer : dit land bestaat uit twee grote delen. Enerzijds is er Vlaanderen met Brussel als hoofdstad en anderzijds is er Wallonië. Wat is er zo gevaarlijk aan deze stelling die algemeen aanvaard is en niet ontkracht kan worden, zelfs niet door een verblinde belgicist ? Dit staat namelijk zwart op wit in de Grondwet !

Ik besef dat hier een aantal personen menen dat Brussel een op zichzelf bestaande republiek is. Dit blijkt trouwens uit de reacties van de ministers Picqué, Gosuin en Hasquin. Zij weten nochtans dat Brussel zonder Vlaanderen reddeloos verloren is. Zonder de Vlaamse financiële inbreng is dit gewest ten dode opgeschreven. Minister Hasquin meent zelfs dat Brussel de hoofdstad van Vlaanderen niet kan zijn. Dit staat gelijk met het ontkennen van het licht van de zon.

De Vlaamse Regering heeft met dit plan geen institutionele aanval gelanceerd. Zij herhaalt alleen hoe dit land werkelijk is samengesteld. Meer niet.



Waarom is de minister dan zo verbolgen over het hoofdstuk dat betrekking heeft op de taalwetgeving?

**M. Dominique Harmel.** — Vos propos sont anticonstitutionnels. M. Lootens, vous avez prêté serment. Vous ne respectez pas la Constitution, vous la bafouez. C'est tout à fait scandaleux, je ne vous écoute plus. (MM. Dominique Harmel et Paul Galand quittent la salle.)

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Mijnheer Harmel, u moet de Grondwet eens herlezen!

Over de taalwetgeving dient toch een en ander gezegd. Hoewel minister-voorzitter Picqué beweert dat alles in kannen en kruiken is sinds het taalhoffelijkheidsakkoord, bewijst de agenda van vandaag het tegendeel. Dat akkoord staat helemaal niet borg voor de toepassing van de taalwetgeving. Alleen hebben de Vlaamse excellenties in de Brusselse Regering zich in de luren laten leggen en schermen ze ermee alsof ze iets hebben afgedwongen. Het tegendeel is waar. Wanneer de minister-voorzitter het heeft over communautaire pacificatie heeft hij ongetwijfeld de lachers op zijn hand. Immers, deze fameuze pacificatie is onbestaande. Hij heeft het geluk dat een paar brave lieden deel uitmaken van zijn Regering die meer bekommerd zijn om hun carrière en hun eigen belangen dan om de Vlaamse belangen in Brussel. Tegenover de stelling van de heer Picqué dat de Vlaamse Regering inzake de taalwetgeving niet bevoegd is, stel ik dat hijzelf niet bevoegd is de taalwetgeving te interpreteren. En dat is toch wat hij doet, wanneer hij beweert ze niet te zullen toepassen omdat ze volgens hem te streng is!

Wat meer is, heren Franstalige ministers, ook dit beleidsplan brengt geen klaarheid inzake de toepassing van de taalwetgeving. De Vlaamse Regering constateert dat de controle- en sanctieeringsmechanismen niet effectief blijken te zijn. Zeer goed, maar hoe moet het dan verder? Wanneer er geen verbetering komt, zullen wij die mechanismen moeten herzien, zegt het plan. Een zoveelste vaststelling, een zoveelste belofte. Praat voor de vaak, meer niet. Welke aanval menen de Franstalige hierin toch te ontwaren?

Was die overtrokken reactie gestoeld op andere inhoudelijke aspecten van het beleidsplan? Waar het goede intenties bevat, zijn er geen bevoegdheden. In domeinen waar de Vlaamse Regering wel bevoegd is, zijn haar intenties te zwak of fout.

Een voorbeeld. Het kan toch niet anders of er leeft vreugde in de harten van degenen die alles in het werk stellen om het de vreemdelingen in het land zo aangenaam mogelijk te maken, wanneer zij lezen dat Vlaanderen extra middelen zal inzetten om het Nederlandstalige onderwijs in Brussel af te stemmen op de vreemdelingen. Ook in de welzijnssector wil dit plan meer aandacht voor de vreemdelingen. Hierin kunnen de Franstalige ministers toch geen graten zien! Dit loopt volledig gelijk met een van hun eigen doelstellingen, namelijk het positief discrimineren van de vreemdelingen ten nadele van ons eigen volk. Daar moet dus evenmin de reden van een dergelijke reactie worden gezocht.

Wat is dan de moraal van dit verhaal, dames en heren collega's? Ten eerste, de Franstaligen willen geen machtige pottenkijker die de Vlaamse Regering toch is, maar willen verder hun alleenheerschappij in Brussel voeren, net zoals in het verleden, ongestoord door slapende Brussels-Vlaamse ministers die van hun blokkeringsmacht toch nooit gebruik zullen maken.

Ten tweede, reeds jaren zijn Hasquin en zijn FDF-accolieten stokebrandje aan het spelen tegen de Vlamingen, zowel binnen Brussel als buiten Brussel. Binnen Brussel door manifest te weigeren de taalwetgeving toe te passen, en de schrijnende toestanden, zoals die in bijvoorbeeld de OCMW-ziekenhuizen be-

staan, verder te gedogen, ja, zelfs in de hand te werken; buiten Brussel door aanspraak te maken op Vlaams grondgebied. Dit zijn tekenende voorbeelden. De rij van schandelijke uitdagingen aan het adres van Vlaanderen is oneindig veel langer.

Nooit is hierop door de Vlamingen in de Brusselse Regering enig antwoord gegeven. Wat zou het? Nu Van den Brande op het terrein verschijnt — begrijp mij goed: ook hij reageert niet op de anti-Vlaamse afdreigingen en pesterijen van voornoemde «fransdollen» —, zijn zij verongelikt. Opnieuw komen ze uit de hoek als stichters van brandhaarden en Vlamingenhaters.

Mijn vragen aan de Regering zijn simpel. Mijn eerste is specifiek aan u gericht, mijnheer de minister-voorzitter. U behoort zoals men dat noemt communautaire aseksueel te zijn. Door uw uitlatingen over het beleidsplan bent u dat niet meer. Meent u dan niet dat u voor de Vlamingen in dit gewest onaanvaardbaar bent geworden?

Mijn tweede vraag is bedoeld voor alle Franstalige excellenties? Zijn zij van plan de weg die zij van aloude bewandelen, voort te volgen? Of moeten wij verwachten dat hierin enige verandering komt in de positieve zin?

Mijn derde vraag ten slotte is voor de Vlaamse ministers. Hoe lang zullen zij verder lijdzaam blijven toezien op wat de agressieve Franstaligen ons dagelijks voorschotelen? Wanneer mogen wij van hen voor het eerst echte Vlaamse reflex verwachten, zodat het niet meer nodig is dat anderen deze in hun plaats tonen?

**M. le Président.** — La parole est à Mme Lemesre. (MM. Dominique Harmel et Paul Galand reprennent place à leur banc.)

**Mme Marion Lemesre.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, mes chers collègues, en préambules à l'examen du plan du Gouvernement flamand pour Bruxelles, penchons-nous un instant sur les conclusions d'un essai que Renée Fox, sociologue américaine réputée, nous a consacré et intitulé «Le Château des Belges».

Ce regard extérieur posé sur nous-mêmes, au moment précis où notre société essaie plus que jamais de s'évaluer, de se comprendre, nous amène en effet à revoir certains clichés: elle nous propose de considérer comme caractéristique commune «la dénégation même de l'existence d'une culture partagée». Comment l'illustrer si ce n'est par ce cri à l'affiche en ce moment: «Beulemans, Beulemans»: Beulemans! Toots Thielemans me reprendrait sans doute de la même façon, mais je peux imaginer son sourire si d'aventure le dernier numéro du périodique du Gouvernement flamand «La Flandre» devait lui tomber dans les mains et qu'il y découvrirait, — je cite — «Quand on parle de jazz en Flandre, le premier nom qui vient à l'esprit est celui de Jean Toots Thielemans». Sans doute les Bruxellois auraient-ils la même poussée d'urticaire si une prose institutionnelle francophone l'eût présenté comme wallon et même ambassadeur de la francophonie. Car c'est bien cela «la culture partagée» mise en évidence par Renée Fox, c'est celle-là même que le Bruxellois vit tous les jours au cœur de lui-même — c'est cette culture partagée qui le rend unique en son genre: inclassifiable, inannexable!

C'est pour cette raison notamment que l'aventure communautaire a été si mal vécue à Bruxelles — dont la quête principale aujourd'hui est la recherche de liens.

Le dernier plan de Van den Brande n'est pas un plan institutionnel, mais un plan de stratégie.

Le regard extérieur de Renée Fox nous aide aussi à comprendre le changement de stratégie que constitue le plan du Gouver-

nement flamand pour Bruxelles. Dans sa postface intitulée « Un peuple se retrouve », elle explique l'enchaînement des événements qui ont conduit à la Marche blanche et elle constate que, — je cite — « la réaction du public a neutralisé, au moins temporairement, les exigences de fédéralisation plus poussée du pays qui s'étaient faites plus véhémentes dans la première moitié de l'année 1996 ».

Voilà pourquoi le dernier plan de Van den Brande n'est pas un plan institutionnel mais bien un plan de stratégie dont l'objectif avoué est d'enrayer la régression du nombre de Bruxellois flamands. Signifie-t-il pour autant un changement d'objectif à long terme du n° 1 flamand concernant l'unité de l'Etat ou la reconnaissance de la Région bruxelloise ?

Les plus optimistes pourraient en effet y voir un signal « qu'il vaut mieux faire avec » puisqu'ils ne peuvent pas partir sans ! Il n'en demeure pas moins que ce nouveau « Bruxelles, mode d'emploi » a de quoi nous donner tout aussi froid dans le dos par ses dispositions pratiques qui cachent mal leur finalité institutionnelle. Celle-ci d'ailleurs montre son visage dans l'introduction même du plan où le prince de l'équivalence est clairement posé : « Une participation égale de la Communauté francophone aux prises de décisions fédérales doit être assortie d'une participation égale de la Communauté néerlandophone aux prises de décisions à Bruxelles (le plan se garde bien de préciser l'asymétrie des proportions, soit un rapport 40/60 à l'Etat contre 85/15 à Bruxelles.) Dans le cadre d'une prochaine réforme de l'Etat, la Communauté flamande exigera des garanties de règles d'équivalence qui confirmera la position particulière de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un Etat à deux entités communautaires ». (Nos amis germanophones passant aux oubliettes!).

La deuxième incise institutionnelle, clairement exprimée, figure dans le chapitre consacré au renforcement de la participation flamande à la politique des communes bruxelloises et des CPAS, — je cite — « Une nouvelle législation incluant des garanties est nécessaire à terme pour permettre aux deux communautés de participer de manière équitable à cette politique ».

La revendication portant atteinte au principe même du suffrage universel, on voit mal comment un Etat démocratique accepterait d'y accéder : phantasme ou rêve en couleur, nous voilà avertis ! La vigilance est de mise, mais voyons en quoi la « réponse en sept pistes aux questions qui se posent aujourd'hui dans la capitale » peut profiter à Bruxelles, si celle-ci prend bien la vague. Selon un proverbe marin « Il n'y a de vent porteur que pour celui qui peut le prendre ».

Encore une fois, il faut le remarquer, il s'agit d'un Bruxelles, mode d'emploi, ou comment se servir de Bruxelles pour en tirer un maximum d'avantages. Ici est résumé le drame de notre Ville-Région si cruellement illustré dans son urbanisation : avec ses tours de bureaux, ses voies rapides de pénétration, sa jonction... tous ces choix utilitaires qui l'ont blessée, éventrée, vidée de ses habitants. Ces choix posés déjà au temps des « années belges », comme l'illustrait une émission récente de la RTBF, n'ont jamais été faits pour Bruxelles en pensant « ce sont d'abord des gens et les maisons où ils vivent », mais avec le seul souci de se servir, de l'exploiter. Les modes d'emploi communautaires de Bruxelles n'ont fait qu'aggraver la situation. Le 10<sup>e</sup> objectif principal du plan Van den Brande annonce que « En tant que Capitale européenne et Centre international, Bruxelles est le fer de lance pour le rayonnement de la langue et de la culture néerlandaises et pour la promotion économique et scientifique de la Flandre ». On connaît tous la version décalquée au Sud pour se rendre compte que c'est bien la constitution de la Région bruxelloise qui a fait prendre conscience à la fois à la classe politique (y compris bruxelloise) et à l'opinion publique, de

l'absolue nécessité d'une politique faite par Bruxelles et pour Bruxelles.

Ces balises plantées, voyons, néanmoins, comment prendre au mieux la vague et tirer parti d'un plan qui est quand même un plan d'investissement. Un plan qui, pour une fois, parle des gens « qui ne doivent pas être néerlandophones », des quartiers et prioritairement des quartiers défavorisés, des lieux culturels à rénover, des événements à soutenir, des bibliothèques locales à étendre « sur base d'une réglementation spécifique pour Bruxelles dans le nouveau décret traitant des bibliothèques ».

Quel bonheur si la Communauté française pouvait s'en inspirer ! Elle qui n'a jamais jugé bon d'établir une bibliothèque centrale dans sa capitale ! Rien ne nous donne en effet le droit de reprocher à la Communauté flamande d'investir dans la capitale en ce qui concerne ses compétences communautaires, même si l'investissement peut sembler disproportionné par rapport à la population néerlandophone qui en bénéficie. Loin de nous l'idée de vouloir la décourager par rapport aux retombées néerlandophones proprement dites. La langue de la rue et de la cour de récréation reste invariablement celle de Voltaire ... ou quelque chose d'approchant ! Les derniers chiffres de la population étudiante néerlandophone dans l'enseignement de la ville de Bruxelles sont révélateurs à cet égard et parlent d'eux-mêmes : malgré de gros efforts d'encadrement soutenus par la Communauté flamande, on peut estimer à plus de 10 % l'érosion constatée sur ces cinq dernières années.

Toutefois, cette logique de proximité pourrait amener la Communauté flamande à reconnaître les mérites d'une gestion plus « régionalisée » de certaines compétences communautaires flamandes. Si la VGC, baptisée 6<sup>e</sup> province, n'y gagne certes pas en autonomie, le plan prévoit concertation, projets communs et diverses procédures visant à tenir en compte les spécificités bruxelloises. C'est aux Flamands de Bruxelles à plaider pour leur émancipation en démontrant le bien fondé d'une politique plus pragmatique, par exemple en matière de tourisme, de jeunesse ou de politique sociale. Je suis persuadée en effet que seul le renforcement des assemblées communautaires bruxelloises, entendu dans une relation quasi filiale avec leur région mère et, ayant évacué toute tendance schizophrénique, est la meilleure des parades à ce qui reste la pire des menaces pour Bruxelles, à savoir le dialogue de communauté à communauté. Cette menace est particulièrement présente dans le plan lorsque celui-ci aborde les compétences régionales.

Les susceptibilités y sont toutefois ménagées par des précautions oratoires du genre « Concertation bilatérale avec le Gouvernement de Bruxelles-Capitale » ou « un dialogue sera stimulé à propos du développement économique, du trafic urbain, de l'aménagement du territoire et de l'environnement ». Cette dernière précaution, il est vrai, prend sa vraie dimension — c'est-à-dire dérisoire — à la lumière de la procédure décisionnelle d'installation de l'incinérateur de Drogenbos ! Toutefois, puisqu'un appel au dialogue est lancé, pourquoi ne pas s'en saisir et, par exemple, discuter comme il est suggéré « un accord de coopération *De Lijn* et la STIB » qui sera tout profit pour améliorer le confort des déplacements... des francophones de la périphérie !

Après la visite du Gouvernement bruxellois au Gouvernement wallon, voilà qui donne déjà plusieurs points de l'ordre du jour d'une rencontre avec le Gouvernement de Flandre.

Au fait, quand est-elle programmée ?

En conclusion, pourquoi ne pas être optimiste lorsque le Gouvernement flamand conclut son plan d'action pour Bruxelles par la méthode Coué qui consiste à se répéter entre Flamands : « Il faut que s'installe la conviction que Bruxelles et la Flandre peuvent s'épauler mutuellement, qu'il existe entre les deux un lien indissociable qui les rend plus forts ».

N'est-ce pas une autre façon de dire que Bruxelles n'est pas en Flandre, qu'elle est une région à part entière, avec laquelle il faut établir des liens de coopération, avec laquelle il faut rester uni. Ainsi, Bruxelles, 3<sup>e</sup> Région, harmonise bien les contraires, équilibre les forces et en le stabilisant assure la pérennité à l'Etat belge. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité, du PSC et d'ECOLO.*)

**M. le Président.** — La parole est à Mme Huytebroeck.

**Mme Evelyne Huytebroeck.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, chers collègues, je vous étonnerai peut-être en commençant par féliciter le Gouvernement flamand pour l'intérêt qu'il porte à notre Région bruxelloise et pour les investissements qu'il projette d'y faire dans les années qui viennent. Nous ne pouvons effectivement que nous réjouir de ce que l'une des grandes communautés de ce pays ait pris le temps de se pencher sur ce que l'avenir et l'évolution d'une région comme la nôtre qui, pour toute indépendante qu'elle soit dans ses institutions, est aussi la capitale des Communautés flamande et française. Et que les deux communautés aient choisi de faire de notre région leur capitale est un fait honorant et respectable; il n'y a aucun problème à ce que notre ville accueille les centres administratifs de ces deux communautés.

Mais... parce qu'il y avait bien sûr un mais (je discernais déjà les ricanements de ceux qui aimeraient nous traiter de naïfs), le choix de ces deux communautés pour Bruxelles ne leur donne en aucun cas le droit d'une quelconque cogestion ou ingérence dans les affaires bruxelloises.

Et c'est bien là bien sûr que nous devons dire clairement au Gouvernement flamand jusqu'où peuvent aller leurs élans amoureux pour Bruxelles. Entre l'amour platonique et la passion, vous conviendrez qu'il y a de la place pour d'autres sentiments et qu'il n'est pas question que notre région se lance dans une aventure à hauts risques.

Nos amis d'AGALEV l'ont clairement déclaré dans une conférence de presse tenue hier à ce sujet: le problème du plan flamand pour Bruxelles, c'est qu'il y a «trop de Flandre et pas assez de Bruxelles». AGALEV l'a compris, ce parti qui prouve qu'il n'existe pas une Flandre monolithique mais qu'elle est aussi composée de diversités d'opinions. Et même si AGALEV ne représente qu'une minorité dans l'opposition, cette voix différente existe qui doit nous rappeler que nous avons ici non pas un plan présenté par la Flandre mais par le Gouvernement flamand.

Le ton du document présenté par ce Gouvernement est effectivement dérangeant; celui-ci veut le bien de Bruxelles, de tous les Bruxellois, on ne sait pas trop, avec ou sans eux. «*Wij gaan het hier doen, met of zonder jullie.*»

Et voilà bien le problème. C'est cette volonté que certains qualifient exagérément d'impérialiste, d'autres de condescendante, qui choque bon nombre de Bruxellois qui aimeraient qu'on s'intéresse à leur région sans trop d'arrière-pensées.

Un investissement culturel de la Flandre à Bruxelles est bienvenu.

Nous ne pouvons qu'acquiescer lorsque le Gouvernement flamand veut mieux adapter ses décrets aux réalités bruxelloises, veut renforcer la cohérence de la politique flamande à Bruxelles, veut étendre le rayonnement international de Bruxelles (M. Chabert ne peut qu'apprécier lui qui s'y consacre corps et âme), veut un enseignement flamand de qualité à Bruxelles, veut un rayonnement de sa langue et de sa culture. Quelle communauté ne le voudrait pas? La Flandre a donc raison d'en faire une priorité tant qu'elle s'applique à respecter toutes les autres

Communautés et cultures et en l'occurrence la Communauté francophone majoritaire à Bruxelles.

Que des accords soient passés entre la *Vlaamse Gemeenschapscommissie* et la Communauté flamande est également une bonne chose que les francophones soutiennent au niveau de la COCOF et de la Communauté française. Mais il serait évidemment dangereux de faire de la VGC un 6<sup>e</sup> province et une sorte de décentralisation de la Communauté flamande à Bruxelles. Mais je pense qu'à ce niveau-là, les Bruxellois néerlandophones ont réagi et réagiront encore en conséquence.

La VGC fait, principalement au niveau culturel, du très bon travail et elle a réussi en quelques années à investir intelligemment des lieux culturels de qualité, principalement dans le centre-ville. Une dépendance trop grande vis-à-vis de la Flandre risquerait d'entamer fortement ses spécificités et sa politique d'ouverture.

Qu'au niveau culturel la Communauté flamande s'investisse à Bruxelles est également appréciable. Nous aimerions en tant que francophones que la Communauté française ait au moins un intérêt aussi grand vis-à-vis de sa capitale qui compte malgré tout encore 85 % de francophones. Mais il semblerait hélas que de ce côté-là, le Gouvernement de la Communauté française n'ait pas encore perçu tous les enjeux d'un investissement à Bruxelles. De même, en ce qui concerne l'enseignement ou la petite enfance, la Communauté française n'a, semblerait-il, pas encore compris qu'elle devait développer de vraies politiques «de discriminations positives» dans certains quartiers bruxellois plus défavorisés ou encore augmenter sensiblement les lieux d'accueil de la petite enfance.

Enfin, en ce qui concerne les compétences biculturelles fédérales concernant les musées, le palais des Beaux-Arts ou encore le TRM, il est important que ces institutions restent du ressort du fédéral et que francophones et néerlandophones du Gouvernement fédéral soient attentifs au renforcement d'un secteur trop peu pris en compte. Les récents vols dans nos Musées royaux des derniers jours et leurs problèmes aigus de surveillance et de gardiennage en sont des preuves flagrantes.

En ce qui concerne les accords de coopération qui semblent être le credo du plan flamand, je pense, comme nos collègues d'Agalev l'ont précisé, que ce projet n'est qu'un plan sur papier, de la poudre au yeux, une action médiatique qui ne comporte que trop peu de propositions concrètes.

Car prenons les autorités flamandes au mot et demandons-leur dès lors un accord en matière sociale sur le libre circulation des personnes handicapées, demandons-leur des accords concrets pour la ligne de tram 44 vers Vilvorde ou d'autres liaisons interrégionales qui pourraient être améliorées, un accord sur une intégration tarifaire entre la STIB et *De Lijn*, un accord sur le stationnement des bus *De Lijn* en Région bruxelloise, un accord sur la politique des déchets qui permette une discussion sur les incinérateurs de Neder et Drogenbos.

Des accords au niveau économique, mais j'imagine que M. Chabert ne demande que cela et qu'il a déjà rencontré ses collègues néerlandophones pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de politique concurrentielle au niveau économique entre la Région bruxelloise et celle du Brabant flamand, par exemple. Que propose encore le Gouvernement flamand en matière de politique portuaire. Le canal ne s'arrêtant pas aux frontières des régions, j'espère donc qu'une politique vers la Flandre tout comme vers la Wallonie va être initiée qui englobe par exemple la problématique des boues du canal ou encore la mise en fonction de l'écluse d'Hingene.

Une collaboration, qui ne peut se traduire par de l'ingérence, doit être possible en matière d'aménagement du territoire et on peut dès lors se demander pourquoi la Flandre ne s'est jamais

concertée avec la Région bruxelloise lors de la confection de son *structuurplan*.

En matière de logement, le Gouvernement flamand veut repeupler Bruxelles et nous nous en réjouissons; Bruxelles a besoin d'habitants. J'invite donc les employés de la *Kredietbank* à Molenbeek à investir les appartements encore libres du projet Rive Gauche et les ouvriers de Volkswagen à habiter notre région. Nous pardons des navetteurs, ce qui n'est pas une mauvaise chose et nous gagnerons des habitants.

Voilà ainsi autant de propositions concrètes que je ne lis malheureusement pas dans ce plan qui dit très laconiquement que pour « améliorer la qualité de la vie à Bruxelles, il faut lutter contre la prauveté et stimuler la rénovation urbaine ». Voilà bien une politique révolutionnaire à laquelle nous, Bruxellois, n'avions jamais songé. Je demande donc au Gouvernement flamand que dans les compétences qui sont les siennes, il mette effectivement tout en œuvre pour améliorer la vie des Bruxellois néerlandophones, francophones et autres.

Bien plus que le respect des lois linguistiques dans les transports en commun, les usagers demandent avant toute chose sécurité, confort et plus grande fréquence des lignes de transport.

Quant au secteur social des CPAS, rappelons au Gouvernement flamand qu'il existe également un secteur bicommunautaire à Bruxelles dans lequel les Bruxellois flamands sont partie prenante. Ce secteur est important pour Bruxelles et doit être maintenu, c'est de lui que dépendent les CPAS tout comme d'autres politiques sociales. Il n'est pas question qu'il dépende de l'une ou l'autre communauté!

Enfin, nous ne sommes pas favorables à ce qu'une présence soit garantie automatiquement pour des néerlandophones dans les collèges communaux ou dans les CPAS. Le pouvoir régional a déjà donné une large représentation aux néerlandophones au travers de son Gouvernement, une double majorité est requise en ce qui concerne les matières d'administrations. Aller plus loin serait antidémocratique.

Et il faut répéter et faire comprendre au Gouvernement flamand que Bruxelles n'est en aucune sorte une ville flamande, comme elle n'est pas une ville wallonne. Elle est une région à part entière et chaque niveau de pouvoir se doit de respecter ses compétences. Si la Flandre estime que la Région Bruxelloise est un niveau de pouvoir sous-financé, nous l'invitons à soutenir son refinancement et à l'appuyer en tant que tel au niveau fédéral.

Je conclurai en reprenant quelques phrases d'une carte blanche sur Bruxelles écrite par ma Collègue Marie Nagy: « Il faut continuer à penser l'avenir de cette région, en Flandre et en Wallonie, non pas comme un élément marginal que l'on veut s'approprier au nom du droit du sol, ou que l'on porte comme un boulet, mais comme un boulet, mais comme un atout et un partenaire. Parce qu'elle représente le cadre de vie d'un million de personnes, qui elles aussi ont le droit de dire ce qu'elles veulent pour l'avenir. Une ville respectueuse des attaches culturelles de chacun et qui considère cela positivement. Une ville qui a la capacité d'assumer les 300 000 personnes qui s'y rendent chaque jour pour travailler. Le dialogue entre écologistes francophones et flamands se veut une réponse à la volonté exprimée de rompre la solidarité, un refus de la logique de l'affrontement. Bruxelles ne sera jamais la capitale d'une Flandre autonome, d'autant que la protection importante de la minorité flamande dans les institutions bruxelloises est liée à l'existence de la Belgique et les Bruxellois néerlandophones le savent. Ils devront de plus en plus jouer un rôle important pour montrer que l'espace politique bruxellois correspond à un espace de vie, avec ses enjeux sociaux, urbanistiques, environnementaux. Pour ECOLO, cette articulation entre Bruxellois francophones,

flamands et d'autres origines constitue un élément essentiel pour l'avenir de la Belgique. » (*Applaudissements sur les bancs ECOLO, PSC et divers bancs.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Vanhengel.

**De heer Guy Vanhengel.** — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, waarde collega's, wij hebben te maken met een politiek fenomeen dat zowel boeiend als klassiek kan worden genoemd, een fenomeen waarbij men niet meer weet van welk hout politieke pijlen te maken. Wanneer men in politieke moeilijkheden geraakt, gaat men op zoek naar een — al dan niet ingebeelde — vijand. Indien deze vijand niet meteen voorhanden blijkt te zijn, dan kan men een loyale en sportieve tegenstrever of medespeler nemen om vervolgens van zijn persoon, zijn beleid of zijn politiek project een karikatuur te maken, waarna men deze karikatuur gaat bevechten alsof zij werkelijkheid was. Dit is een klassiek politiek fenomeen, dat reeds in de Latijnse literatuur van het oude Rome wordt beschreven.

Wanneer aan Franstalige zijde wordt gesproken over het « Beleidsplan Brussel » van de Vlaamse Regering, heeft men het vaak over een karikatuur van het echte beleidsplan, waarbij het echte beleidsplan uit het oog wordt verloren en de karikatuur wordt bevochten.

Onze minister-voorzitter, de heer Picqué, heeft zich hieraan bezondigd. Hij deed mij denken aan een volleerde Lucky Luke, die sneller schiet dan zijn schaduw. Het plan was nog maar pas goedgekeurd, het was nog niet eens verspreid, en onze minister-president vond het reeds nodig scherpe en bitse commentaar te formuleren. Op het ogenblik dat hij zijn commentaar gaf, kon hij het plan onmogelijk reeds aandachtig hebben gelezen en grondig hebben bestudeerd. Ik neem overigens aan dat onze minister-president zijn handen op dit ogenblik vol heeft met andere zaken en dat hij zich niet kan bezighouden met het bestuderen van plannen van collega's van de Vlaamse Regering. Hij wordt vooralsnog geacht de Brusselse Regering-Hasquin te leiden. Tot overmaat van ramp schijnt het er bovenarms op te zitten in zijn eigen partij.

De heer Picqué pakte uit met onmiddellijke bitse kritiek en Busquin vond het nodig op 1 mei een toespraak te houden over het Vlaamse egoïsme. Wie het « Beleidsplan Brussel » aandachtig leest, kan echter enkel tot de bevinding komen dat er helemaal geen sprake is van egoïsme. Integendeel, dit plan is precies het omgekeerde van wat men onder een egoïstische houding kan verstaan. De doelstelling van dit plan is dat Vlaanderen meer solidariteit betoont ten opzichte van de Brusselaars en van de Brusselse Vlamingen. Dit plan verwijst naar problemen die niet van communautaire aard zijn, maar die typisch zijn voor dit grootstedelijke gebied. Ik verwijs in dit verband naar de studie die professor Kesteloot heeft gemaakt in opdracht van de Vlaamse Regering en waaruit blijkt dat Vlaanderen 128 kansarme buurten telt, terwijl het er in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 178 zijn. Professor Kesteloot, die deze studie op een zeer oordeelkundige en wetenschappelijk correcte wijze heeft uitgevoerd, heeft criteria vastgelegd die een kansarme buurt definiëren en is tot de bevinding gekomen dat er in Vlaanderen 128 en in de 19 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 178 kansarme buurten kunnen worden aangestipt, dus in het Brusselse 50 meer dan in heel Vlaanderen. Het is duidelijk dat de Vlaamse Regering het enorme probleem van deze grootstad erkent. Zij heeft dit probleem laten bestuderen en analyseren en geeft in het beleidsplan aan op welke manier zij haar solidariteit wil betuigen met de Brusselse bevolking. Het is misplaatst deze houding te kwalificeren als imperialistisch en egoïstisch. Men maakt een karikatuur van het voorstel en bijt als het ware in de hand die door de Vlaamse Regering wordt uitgestoken.

De toon die de twee vorige Franstalige sprekers aansloegen, beviel mij zeer. De uiteenzettingen van mevrouw Huytebroeck en van mevrouw Lemesre klonken in het debat dat zich de jongste dagen via de media heeft ontwikkeld, helemaal anders dan de — vergeef mij deze kwalificatie — Frans-dolle commentaren van de heren Hasquin en Busquin en van het FDF die gisteren op onze twee regionale zenders te horen waren.

De Vlaamse Gemeenschap wil investeren, maar vraagt daarvoor — wat niet meer dan normaal is — de correcte naleving van de institutionele afspraken met betrekking tot de plaats van de Brusselse Vlamingen in de Brusselse instellingen. Is het dan werkelijk zo overdreven dat wij, de Vlamingen, die bereid zijn solidair met Brussel op het terrein in actie te treden om de problemen van deze stad aan te pakken, verlangen dat de institutionele afspraken uit het verleden correct worden nageleefd?

De Vlaamse Gemeenschap probeert haar afspraken met de Franstalige minderheid in België immers ook correct na te leven. De heer Clerfayt maakt hiervan een karikatuur. Ik hoorde hem gisteren op de televisie al lachend verklaren: «Het is de best beschermde minderheid van heel Europa».

**Mme Evelyne Huytebroeck.** — ... les germanophones.

**De heer Guy Vanhengel.** — Ik zal u een klein inlands voorbeeld geven. Mevrouw Huytebroeck heeft gelijk. Wij zijn hier met 200 000, maar de Duitstalige Gemeenschap in België is slechts 60 000 man sterk. Men zou dus kunnen zeggen dat zij een nog veel beter beschermde minderheid is.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Et les 120 000 francophones de la périphérie?

**De heer Guy Vanhengel.** — Die hebben faciliteiten.

De collega's die het genoeg hebben gehad één van de studiedagen van de Raad van Europa bij te wonen over de bescherming van de minderheden in Europa en in de wereld, weten dat de stelling die hier wordt verdedigd, tot doel heeft ons te vernederen, ons belachelijk te maken en te plagen. Er zijn nog wel elementen die enkel tot doel hebben...

**De heer Bernard Clerfayt.** — Mijnheer Vanhengel, bent u bereid dezelfde waarborgen te geven aan de Franstaligen van de randgemeenten?

**De heer Guy Vanhengel.** — Mijnheer Clerfayt, het doet mij plezier dat u nu zelfs al Nederlands spreekt. Wij boeken vooruitgang!

**M. Bernard Clerfayt.** — Vous ne répondez pas à la question.

**De heer Guy Vanhengel.** — Ik wil enkel zeggen dat er nog gevallen zijn waarbij men ons probeert te vernederen.

**M. Bernard Clerfayt.** — Je le dirai en français. Les garanties des Flamands de Bruxelles sont supérieures à celles des francophones de la périphérie.

**De heer Guy Vanhengel.** — Uw taalgenoten in de randgemeenten beschikken wel degelijk over een reeks waarborgen. Bij de vorige institutionele hervormingsronde heeft men die waarborgen zelfs — overigens zeer tegen mijn zin — gebetonneerd. Deze waarborgen bestaan, zij zijn tot stand gekomen na nauwgezet onderzoek van de waarborgen waarover de Brusselse Vlamingen beschikken. Men scheidt er echter plezier in ons te vernederen.

Ik zal een ander voorbeeld aanhalen. Enkele weken geleden heeft minister Hasquin het ontwerp van de stedenbouwkundige verordening verspreid en onderworpen aan een openbaar onderzoek, waarna het in de gemeenten zal worden besproken. De Nederlandse versie van dit ontwerp is opgesteld in een soort Bargoens. Sommige hoofdstukken zijn totaal onleesbaar. Het gaat om een officieel document dat door onze instanties wordt verspreid. In principe wordt een dergelijk document door een administratie en door een ministerieel kabinet nagekeken. Bovendien wordt het verspreid onder de politieke verantwoordelijkheid van iemand die er prat op gaat een hoogstaande Brusselse intellectueel te zijn. Met deze *Spielereien* probeert men ons te vernederen. Beweren dat men deze tekst per ongeluk heeft laten passeren, is natuurlijk flauwe kul. Dit document werd ongetwijfeld doelbewust op deze manier verspreid. De verantwoordelijken beseffen maar al te goed dat de Nederlandse versie van het ontwerp nergens op lijkt. Ik heb soms de indruk dat onze collega's zich op dit vlak laten meeslepen door de kortzichtige politiek van het FDF. Het FDF is niet geïnteresseerd in het nastreven van het algemeen belang van alle Brusselaars en van allen die hier wonen.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — C'est radicalement faux.

**De heer Guy Vanhengel.** — Integendeel, het FDF ontwikkelt een strategie, waarbij het uitsluitend de bedoeling is de eigen politieke postjes zoveel mogelijk veilig te stellen. Dat is hen bij de jongste verkiezingen overigens vrij goed gelukt. Op de 28 verkozenen van de federatie met de PRL, heeft het FDF 13 zetels veroverd. Dit is geenszins in verhouding met de echte electorale sterkte van deze partij.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Regardez mieux les résultats.

**De heer Guy Vanhengel.** — Deze houding van het FDF kan worden vergeleken met wat ik als jonge journalist van *Het Laatste Nieuws* heb beleefd in de donkerste Nols-periode. Schaarbeek heeft sedert de Belgische onafhankelijkheid geen slechtere burgemeester gekend dan Nols, een FDF'er die de PRL meer dan eens heeft bedrogen. Omdat hij politiek misbruik maakte van het politieke probleem en zijn gemeente bijzonder slecht bestuurde, heeft deze man ervoor gezorgd dat deze gemeente een puinhoop is geworden en dat de nieuwe coalities tot het uiterste moeten gaan om de toestand opnieuw min of meer leefbaar te maken.

**M. Bernard Clerfayt.** — S'il y a bien quelqu'un qui a bradé la gestion publique, c'est un échevin VLD.

**De heer Guy Vanhengel.** — Het misprijzen tegenover de Vlaamse Gemeenschap kan voorts nog worden aangetoond aan de hand van een uitspraak van minister Hasquin in *La Libre Belgique* van 24 april 1997: «Le respect de la parité linguistique — dans la forme — c'est bien; le respect du droit, c'est mieux!» De heer Hasquin is hier nu niet aanwezig, maar ik hoop dat men hem mijn boodschap zal overmaken: «Les leçons de droit, c'est bien; le respect de la législation linguistique et de la Constitution, c'est mieux...plus, c'est essentiel dans un état de droit, ce doit être la préoccupation la plus importante des mandataires politiques et des ministres.» Men kan onmogelijk doen alsof de taalkundige evenwichten niet zouden berusten op wetten. Zij zijn wettelijk vastgelegd en moeten worden geëerbiedigd.

Ik ben bijzonder tevreden dat het debat van vanmorgen in hoofde van mevrouw Lemesre en van mevrouw Huytebroeck een positieve toon heeft gekregen. Ik ben tevreden omdat hieruit de bereidheid blijkt om de uitgestoken hand vanuit Vlaanderen aan te nemen en om de dialoog aan te gaan rond het gezamenlijk

zoeken naar een oplossing voor een reeks praktische problemen. Ik ben het eens met de heer De Coster dat wij er samen voor moeten zorgen dat er niet alleen meer solidariteit moet komen voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanwege de andere federale entiteiten, namelijk Vlaanderen en Wallonië, maar dat wij samen, zowel Vlamingen als Franstaligen, onze uiterste best moeten doen om van de federale staat de middelen te krijgen waarop wij recht hebben opdat wij aan onze behoeften zouden kunnen voldoen en de uitgaven waarmee wij als hoofdstad van het land worden geconfronteerd, zouden kunnen financieren. Ik kan de heer De Coster verzekeren dat hij op ons kan rekenen bij het volbrengen van deze taak. Ik hoop dat de positieve ingesteldheid die uit de uiteenzetting van de collega's is gebleken, weerklank zal vinden. Ik vrees evenwel dat sommigen zullen trachten politieke munt te slaan uit de communautaire problematiek. Zij zijn immers niet geïnteresseerd in het oplossen van de problemen van de Brusselaars. Wij zijn verplicht deze individuen tot de orde te roepen of hen desnoods zelfs buiten spel te plaatsen, zoniet zullen wij er nooit in slagen de maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn voor heel Brussel en voor alle Brusselaars. (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Harmel.

**M. Dominique Harmel.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, mes chers collègues, je profite de la présence de M. Lootens-Stael pour m'insurger, une fois de plus, contre ses propos qui nient un certain nombre de principes constitutionnels. Je voudrais que vous lui rappeliez, monsieur le Président, qu'il a prêté serment comme chacun d'entre nous et qu'il se doit donc de respecter la Constitution et les lois du peuple belge. Je trouve ses propos totalement inacceptables. Nous devrions au moins les retirer de nos annales car ils risquent de donner une lamentable image de ce que certains osent dire ici, à la tribune... (*Protestations de M. Dominiek Lootens-Stael.*)

Vos propos, monsieur Lootens, étaient injurieux de la part d'un membre d'une assemblée digne de ce nom.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — De Grondwet is toch voor wijziging vatbaar!

**M. Dominique Harmel.** — Monsieur le Président, nous avons entendu plusieurs orateurs, ce matin, et c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai écouté l'intervention de Mme Lemesre qui, appartenant à la même fédération que le FDF, est incontestablement plus modérée dans ses propos que ceux que nous avons pu lire et entendre ce matin, par voie de presse.

Comme M. De Coster, je ne peux que regretter que le débat initié ce matin ait déjà été défloré par le FDF, dans des déclarations pour le moins matamoresques auxquelles nous sommes malheureusement habitués.

Dans ce concert de déclarations, il est intéressant d'écouter les propos de M. Vanhengel qui semble, ici en tout cas, soutenir fortement la politique du Gouvernement flamand.

Je relirai aussi avec plaisir un certain nombre de ses interventions en d'autres lieux. La comparaison sera sans doute intéressante.

Il est vrai que le plan du Gouvernement flamand pour Bruxelles peut entraîner chez nous diverses façons de réagir. La plus habituelle est épidermique, celle de nos amis FDF. Si on ne les a pas encore entendus à cette tribune s'étonner et se choquer d'une énième provocation, et ressasser de mâles incantations, je suppose que cela ne saurait tarder.

Une autre approche, plus spéculative, serait de voir plutôt dans le projet, une esquisse de la réalisation de scénario que l'on

prête à la Communauté flamande, l'illustration de la mise sous tutelle, par deux communautés, de l'espace bruxellois, comme si la Région de Bruxelles-Capitale avait moins d'existence constitutionnelle que les Régions wallonne ou flamande, ou que les Communautés française, flamande et germanophone.

Une troisième approche consiste à lire le projet au premier degré, à se réjouir de la volonté affichée par le Gouvernement flamand d'investir, de manière conséquente, à Bruxelles, de s'associer à nos priorités et de reconnaître à notre région des besoins spécifiques, au point de demander au membre de son Gouvernement spécialement en charge des affaires bruxelloises, une relecture de toute législation ou décision émanant de pouvoirs flamands, pour l'adapter au diagnostic flamand sur Bruxelles.

Je suppose, dès lors, que dans cette optique, les députés permanents de la sixième province flamande, MM. Chabert et Grijp, seront chargés de préparer les dossiers, à moins qu'il faille comprendre que leur présence au sein de notre Gouvernement ne rassure pas le Gouvernement flamand. C'est vrai, c'est bien connu: ils sont contaminés à jamais par cette perversité qui infeste la capitale. Mais à ce compte, pourquoi une présence flamande garantie au sein du Gouvernement bruxellois serait-elle encore utile, si on considère la qualité flamande viciée dès que le risque de contagion existe?

Il me semble que l'expérience des relations entre entités fédérées et de l'évolution institutionnelle devrait nous instruire et qu'elle nous appelle à une extrême prudence. Je ne nie pas qu'une situation nouvelle transforme toutes les relations et tout le système, et que cette situation induit des logiques et des rapports propres. Il y a des logiques propres aux entités fédérées et des relations inédites à créer entre elles au sein du nouvel Etat. Mais il ne s'agit pas naïvement de s'en remettre à la bonté naturelle des choses ou des gens. Tout le monde ne partage pas le besoin du stop institutionnel, tous ne veulent pas le fédéralisme d'union et ils le disent.

«*Timeo Danaos et dona ferentes*» nous a-t-on appris. La bonne mine que l'on nous fait en nous montrant la dot ne devrait pas endormir notre méfiance. La psychologie des profondeurs nous rappelle qu'il n'est pas de geste désintéressé.

Il me semble donc nécessaire:

- 1) tout d'abord de rappeler des préalables;
- 2) de relever une série de constatations, dans le préambule comme dans le corps de la déclaration du Gouvernement flamand, sur lesquelles on peut parfois se rencontrer mais que nous n'acceptons pas toutes ou de certaines desquelles nous ne serons pas dupes,
- 3) et d'en tirer quelques conclusions qui s'imposent à nous, acteurs bruxellois autonomes et maîtres de notre destin. C'est dans cet esprit que notre collègue, Benoît Veldekens, interpellera tout à l'heure le Gouvernement, au nom du groupe PSC, sur la suite réservée aux contacts existant entre la Région bruxelloise et la Région wallonne, ou même entre la Région bruxelloise, la Communauté française et l'Etat fédéral.

Quels sont ces préalables qu'il importe de poser inlassablement, avant toute discussion et tout examen?

Tout d'abord, je crois qu'il est bon de le rappeler aujourd'hui encore, l'existence indiscutable de la Région de Bruxelles-Capitale, dans une Belgique fédérale asymétrique, aux composantes régionales et communautaires.

La Constitution admet que l'on ne s'organise pas de la même manière dans chacune de ses composantes ou entre elles. Elle ne permet pas, dès lors, à l'une ou l'autre, d'imposer à une autre composante de fonctionner comme elle l'a décidé pour soi.

Ensuite, cela impose de chacun l'effort de comprendre et de reconnaître le choix de l'autre. Comme le principe a été posé que l'on ne devait pas s'organiser de la même manière et que cela se décide de manière autonome, il s'en suit tout naturellement qu'il doit y avoir des zones plus conflictuelles.

Celles-ci ne peuvent être réglées par la force ou par l'imposition d'une logique, puisqu'elles procèdent d'une situation logiquement consécutive aux prémices acceptées.

La seule issue possible, dans le respect d'un droit égal pour tous, ne peut être que le développement d'une logique propre à ces espaces conflictuels, à gérer par les citoyens et les responsables de ces espaces. L'autonomie régionale et communautaire doit être respectée et les relations s'organiser sur une base d'égalité. C'est aussi un préalable essentiel. C'est d'ailleurs le sens des accords de coopération. Il y a six entités fédérées, égales par principe, chacune dans les limites de ses compétences.

Enfin, il ne faut pas confondre les institutions et les personnes qui en relèvent, ou les institutions entre elles.

Le fait de décréter qu'on établit son siège ici ne fait pas table rase du droit d'autrui. Le fait d'avoir un intérêt même vital n'autorise pas à balayer l'intérêt d'un autre. Si la commune de Bruxelles-Ville est suffisamment accueillante pour recevoir le siège de la Communauté flamande, elle accueille aussi celui de la Communauté française. Bruxelles-Ville n'est pas la région, cela a déjà été rappelé maintes fois dans cette assemblée.

Organiser dans la région la coexistence et la collaboration loyale de membres de diverses communautés à Bruxelles est une chose, à balancer de manière équitable avec des principes non moins importants, comme l'égalité de tous les citoyens. On toucherait sinon à l'un des fondements de notre démocratie.

Que dire du texte ?

On peut se réjouir de l'affirmation clairement posée du besoin qu'a la Flandre de Bruxelles, même si les motifs semblent très alimentaires. Toutefois, on ne doit pas être dupe des motivations données de la nécessité de la Flandre pour Bruxelles : elles valent pour l'ensemble du pays et des entités fédérées, selon des intensités variables.

L'analyse des relations institutionnelles Communautés-régions et des rôles respectifs de la COCOF et de la VGC est très partisane : le prix à payer pour « l'unité de communauté » par les flamands de Bruxelles semble très lourd, alors que les transferts de compétence de la Communauté française à la COCOF ont libéré des moyens plus importants pour les francophones de Bruxelles, tout en renouant les relations entre la Wallonie et Bruxelles.

L'existence de deux communautés à Bruxelles ne justifie pas, à nos yeux, la mise à l'écart de la troisième dont M. De Coster avait d'ailleurs oublié de mentionner l'existence.

Dans notre rôle de capitale fédérale, nous devons intégrer une relation avec la Communauté germanophone.

A contrario, cet argument constamment asséné des deux communautés présentes à Bruxelles, qui sans cesse confond institutions et personnes, révèle clairement et brutalement la duplicité qui consiste à nier à la fois la Région bruxelloise et la Région wallonne ainsi que la Communauté germanophone, et à poser comme seul argument décisif le nombre, qui permet de nier l'existence de tout autre.

L'argument a pour lui la force et la brutalité. Pour le reste, il s'inscrit à contre-courant de tout processus de civilisation, de paix, de tolérance, de valorisation des complémentarités et des diversités.

Il est vrai que le développement dans la Région de Bruxelles-Capitale, des fonctions de capitale fédérale, de siège de nos communautés et de l'Europe, ou d'espace de dialogues communautaires et culturels, intéresse les communautés et l'Etat fédéral autant que les régions. Cela se traduit et se construit par la voie d'un partenariat d'égal à égal, par voie d'accords de coopération plutôt que par une tentative d'annexion pure et simple qui rejette sans plus la Constitution de notre Etat fédéral.

Le modèle belge demande des compromis et de savants échafaudages, semble-t-il. Méfions-nous toutefois.

A trop faire le malin, on fait la bête.

Il existe plusieurs principes à équilibrer : la reconnaissance des communautés en est une, sur le plan national comme sur le plan bruxellois. L'égalité des citoyens en est une autre : un homme, une voix, et pour tout homme, une même valeur à sa voix.

**De heer Walter Vandenbossche.** — Ook voor de Europese verkiezingen !

**M. Dominique Harmel.** — Méconnaître la nécessité de concilier ces différents principes, c'est s'exposer au pire, à la dictature, au massacre ethnique, à la fin de toute humanité.

La région a besoin d'habitants, c'est vrai, M. Vandenbossche. Leur langue est indifférente, ils sont d'ailleurs tous nécessaires à la viabilité de la région. Et ils sont surtout tous bienvenus. En tout cas, pour ce qui nous concerne, nous accueillerons à bras ouverts tous ceux qui décident de vivre loyalement à Bruxelles. Une politique incitative de la Communauté flamande n'est donc pas gênante et on peut, au contraire, s'en réjouir. Si l'on parvient à convaincre un certain nombre d'entre eux de venir s'installer à Bruxelles, lorsqu'ils y travaillent, ce sera un grand « plus » pour la Région bruxelloise. Mais très vite, tout habitant de Bruxelles sera solidaire d'une certaine appréhension de la situation bruxelloise. Notre assemblée en a déjà fait largement la preuve, me semble-t-il.

La multiplication d'institutions, centres culturels ou autres *refcentra* ne conduit pas à une croissance de la population flamande : le plan le constate, les membres flamands de cette assemblée le savent bien. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de s'exciter dès lors de cette invasion qui manifestement rend des services aux francophones de la région, désireux de se frotter à la culture néerlandaise. Si certains trouvent cela scandaleux, peut-être que leur absorption dans un parti qui prône les bienfaits du laisser faire leur apprendra à apprécier les bienfaits de l'émulation.

Pour ma part — je crois vous l'avoir déjà dit très clairement à cette tribune et il me semble que le ministre-président a repris l'idée, il y a quelques mois — la seule solution possible, pour régler le problème du nombre et assurer dès lors une présence numérique flamande suffisante à Bruxelles, devra automatiquement passer par l'agrandissement de la Région de Bruxelles-Capitale. Mais il n'est pas question un instant de renoncer au principe de l'égalité.

Une affirmation aussi ouverte que la volonté déclarée par le Gouvernement flamand de communiquer avec des communautés s'exprimant dans d'autres langues, sous le prétexte qu'il s'agit des atouts d'une situation de frontière, est une révolution copernicienne qui réjouira tous les habitants de la périphérie. Je suppose que le Gouvernement flamand ira au bout de son raisonnement dans les communes qui nous entourent, qui connaissent au quotidien les avantages d'une situation frontalière...

La suggestion d'une participation accrue du Brabant flamand dans ce processus étonnera sans doute heureusement notre

collègue Gatz, auteur d'une plaquette très critique à ce propos, voici quelques mois. Il contatera avec plaisir la «*terra incognita*» qui faisait tache blanche sur la carte du Vlaams-Brabant a été explorée par les frontaliers de la cinquième province flamande.

Enfin, je ne sais trop comment nous devons prendre cette condescendance toute paternaliste qui veut bien soutenir généreusement une politique de requalification de la ville, pour peu que l'on passe sous les fourches caudines d'une égalité totale de traitement des deux communautés dans la capitale. D'abord, on ne voit pas pourquoi les habitants de la Ville de Bruxelles (siège de la Communauté flamande) bénéficieraient, eux, d'un traitement différent des Bruxellois habitant l'une des dix-huit autres communes.

Ensuite, chacun doit être traité également. L'égalité comme l'entend le Gouvernement flamand ressemble à un système censitaire tel qu'on n'en a jamais connu...

Evidemment, comme l'ont dit M. De Coster et d'autres orateurs, 18 milliards, ce n'est pas négligeable. Chacun de nous aligne d'ailleurs ce nombre à côté du budget régional, ou encore de celui de la COCOF. Mais, rappelons-le et crions-le haut et clair, l'argent ne fait pas le bonheur.

Nous pourrions bien entendu examiner encore les sept pistes. Je ne crois pas que ce soit l'objet du débat d'aujourd'hui. En effet, tant mieux si le Gouvernement flamand constate la nécessité d'une politique ciblée sur Bruxelles, soucieuse des personnes plus que de la façade. Dommage qu'elle considère les élus flamands de Bruxelles comme un conseil provincial; mais n'est ce pas la conséquence de l'autonomie d'organisation?

Non, ce qui est impardonnable est ce sentiment qui se dégage du texte que la Région de Bruxelles-Capitale est un territoire vide, sans habitants ayant leur idée de leur avenir, incapables de décider entre eux de ce qui convient, même en s'inscrivant dans un contexte plus large.

Je suis convaincu que cette attitude, paternaliste et dédaigneuse, aliène non seulement les francophones de Bruxelles, mais même les flamands de Bruxelles, excédés d'être des flamands mineurs.

On les évoque pour vanter le dynamisme de Bruxelles, dont ils seraient le ferment. Mais quand il s'agit de leur reconnaître des droits de citoyens, on les découvre fragiles, faibles et immatures, au point qu'il faut les confiner dans des sous-statuts ou des responsabilités d'opérette.

C'est pourquoi, je dis clairement à M. Vandebossche et à M. Vandebussche: allons, réveillez-vous, ne vous laissez surtout pas faire et sachez que, dans ce combat, nous sommes à vos côtés et nous vous aiderons.

**M. Walter Vandebossche.** — Merci, monsieur Harmel. Enfin!...

**M. Dominique Harmel.** — C'est vraiment avec plaisir, monsieur Vandebossche.

J'en arrive dès lors aux conclusions.

Nous sommes un des partenaires essentiels sur la scène fédérale, qu'on le veuille ou non. Nous avons des obligations de moyens par rapport à notre rôle institutionnel. Si certains de nos partenaires ne veulent pas de nous, tant pis: ce ne sera pas faute d'avoir tendu la main mais nous avons de nombreux partenaires.

A ce propos, certains ici remplissent ailleurs de réelles responsabilités. Prennent-ils le temps d'évaluer la manière de rentabiliser leur capitale ou siège? Je songe tout particulièrement à la Communauté française, et à l'Etat fédéral.

Plus que tout, je pense qu'à côté d'un plan de développement régional, il faut un projet dynamique de ville, ce qu'un véritable programme de Gouvernement serait. Pas une déclaration consensuelle, fade et minimaliste, prudente et politicienne, mais une ambition qui porte et fait rêver, une audace qui montre des choix politiques, sans doute critiquables, mais qui forcent à vivre.

C'est ce qu'une opposition, et pourquoi pas une majorité, est en droit d'attendre d'un Gouvernement et j'espère ne pas être déçu. (*Applaudissements sur les bancs PSC.*)

**De Voorzitter.** — De heer Vandebossche heeft het woord.

**De heer Walter Vandebossche.** — Mijnheer de Voorzitter, ik voel mij bijzonder gecharmeerd omdat ik door twee mooie dames van deze assemblee ten dans ben uitgenodigd. Mevrouw Marion Lemesre heeft een schitterende toespraak gehouden, die zeker kan worden gerekend tot de betere discours die hier ooit zijn gehouden. Ter attentie van mevrouw Huytebroeck wil ik zeggen dat het leuk is ten dans te worden uitgenodigd, maar dat ook de samenstelling van het orkest belangrijk is. Naast de Brusselse Regering zou ik ook graag kunnen rekenen op gemeentelijke trommels, OCMW-strijkers en andere invités. Waarom zouden wij Vlaanderen, Wallonië en Europa niet uitnodigen? Ook zij kunnen immers een inbreng hebben in Brussel.

Wat mij opvalt bij de bekendmaking van het beleidsplan is de onwennigheid van de Franstaligen. Een partner steekt een hand uit — Vlaanderen stelt een beleidsplan voor —, en de Franstalige Brusselaars weten niet goed wat ze met die uitgestoken hand moeten doen. Wallonië heeft dit nooit gedaan. De verrassing is groot na wat ze de jongste decennia hebben meegemaakt: de fameuze nederlaag van 1972, het «in de frigo plaatsen van Brussel», het Sint-Michielsakkoord van 1989. Terloops gezegd, waren de heer Vandebussche en ikzelf bevoorrechte getuigen en verslaggevers van het manifest van het derde congres van de Brusselse Vlamingen waarmee wij in zekere mate de wetten van 1989 en de totstandkoming van het Brussels Gewest hebben geïnspireerd. Mevrouw Lemesre heeft gelijk te dragen om dit Vlaams beleidsplan eens grondig te lezen.

In dat document staan inderdaad geen schokkende institutionele verklaringen. Mevrouw Lemesre zegt zelfs dat Vlaanderen het recht heeft zijn hand uit te steken. Vlaanderen wil met Brussel praten om samen meer welvaart en welzijn in Brussel tot stand te brengen. Zo lezen wij in het beleidsplan:

«Onder alle Vlamingen moeten wij een gemeenschappelijke visie ontwikkelen over de toekomst van Brussel waarbij wij rekening houden met:

a) de effectieve werking van de verworven structuren in Brussel sinds 1988;

b) de gevolgen van de asymmetrie binnen de Franse Gemeenschap, zowel institutioneel als politiek;

c) de belangen en de specifieke situatie van de Brusselse Vlamingen.»

Ik begrijp de onwennige reactie bij deze passus.

Hoe dan ook, de eenheid van gemeenschap staat voor de Vlamingen voorop. Als de dames Lemesre en Huytebroeck met ons willen dansen, dan zullen ze niet alleen met de Brusselse Vlamingen moeten dansen, maar met de Vlamingen tout court. De Franstaligen hebben voor tweeledigheid gekozen. Ik respecteer die keuze, ook al schat ik er de nadelige gevolgen van in. Als de dames Lemesre en Huytebroeck en hun Franstalige collega's ons concept aanvaarden, dan zal het dansen vlotter gaan.

Vele sprekers hebben gezegd dat ze gecharmeerd zijn door de Vlaamse Gemeenschap in Brussel. Ik hoop ze niet te ontgoo-



chelen met te zeggen, dat wij de eenheid van gemeenschap blijven verdedigen. De VGC vervult daarbij in het Brussels Gewest een spilrol en wij verwachten dat Vlaanderen de VGC erkent als de vertegenwoordiger bij uitstek van Vlaanderen in het Brussels Gewest. Ik trek het voortbestaan van de Brusselse instellingen dus niet in twijfel. Integendeel, ik onderstreep de eigenheid, de kracht en de verdienste ervan, ten minste zolang het consensusmodel wordt gerespecteerd. Voor mij beantwoordt het beleidsplan aan deze uitgangspunten.

In haar beleidsplan heeft de Vlaamse Regering zeven sporen uitgetekend, die ik hier niet opnieuw zal opsommen. Andere sprekers hebben dit overigens al gedaan. Elk spoor beantwoordt aan de verwachtingen van de Brusselse Vlamingen en van de Vlaamse Gemeenschap in haar geheel. Institutioneel legt dit plan de nadruk op de complementariteit van de instellingen. Dat is een heel belangrijke vaststelling. Die complementariteit steunt op de samenwerking van de lokale instellingen, de VGC, de COCOF, de GGC, de provincie Vlaams-Brabant, de Vlaamse Regering en de federale Regering.

Er is echter een groot probleem waar ik de aandacht van de minister-president speciaal op wil vestigen. Een aantal Brusselse gemeenten schieten te kort ten aanzien van de lokale Vlaamse Gemeenschap. Ik denk aan de taalkaders, het personeelsbeleid, het cultuurbeleid en het onderwijs. Waarom wordt een Vlaamse minderheid nog altijd gediscrimineerd door een Franstalige meerderheid? Waarom slagen gemeenten er niet in hun burgers in de twee talen te informeren? Waarom is er geen gemeentelijk Vlaams onderwijsbeleid. Waarom discrimineren de OCMW-ziekenhuizen de Vlamingen. Voor mij hebben deze problemen te maken met een gebrek aan complementariteit.

**Mme Marion Lemesre.** — En dansant, ne serrez quand même pas trop!

**De heer Walter Vandenbossche.** — Mevrouw Lemesre, het verheugt mij dat u de moeite hebt gedaan om het Vlaams bibliotheekdecreet te lezen. U zult daarin de complementariteit hebben ontdekt. Wij zijn bezig om lokale Vlaamse bibliotheken op te richten in alle gemeenten. En ik hoop dat uw gemeentenaars in navolging van uw oproep hier er positief op inspelen. Dat zou vertrouwen wekken. Er is echter een probleem en ik richt mij tot de minister-president die toeziet op de gemeenten. Misschien komt het storend over in het plan te lezen dat de Vlaamse Regering wil onderhandelen met gemeentebesturen. Vanuit zijn toezienende bevoegdheid over de gemeenten zou ik de minister-president willen vragen kordater en efficiënter op te treden, zodat er een redelijke gelijkheid komt in de behandeling van Vlamingen en Franstaligen. Op middellange termijn staan wij voor het institutionele debat. Ik moet zeggen dat de noodzakelijke complementariteit van de instellingen overkort zal leiden tot een vrij fundamentele vraag van de Brusselse Vlamingen om in de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen en het OCMW meer inspraak te krijgen. Brussel kan geen hoofdstad worden van Europa als de inwoners zich niet goed voelen in de eigen wijk.

Ik besluit mijn betoog met een reactie op de reacties. De minister-president had beter wat minder snel gereageerd en iets fundamenteler. Zoals Guy Vanhengel het zei «men bijt niet in een uitgestoken hand». Als iemand de hand uitsteekt, dan begint men te praten. Het beleidsplan is een uitnodiging tot spreken. Het is tijd voor een groot gesprek tussen Vlaanderen en Brussel en hiermee bevestig ik wat ik in de commissie Brussel-Vlaams-Brabant namens de CVP heb gezegd.

De reactie van minister Hasquin was heel dubbelzinnig. Het doet mij plezier dat hij instemt met de grote lijnen van het beleidsplan, maar hij kan niet nalaten het in te pakken in de klasieke francofone eisen over de periferie, de as Brussel-Wallonië

en de eigen Franse Gemeenschap in Brussel. Hoewel dit belangrijke problemen zijn, moet hij toch begrijpen dat men op het altaar van Brussel niet alle kinderen kan offeren. Hiermee maakt minister Hasquin een intellectuele en politieke fout. Indien minister Hasquin de grote politieke leider van Brussel wil worden in opvolging van minister-president Picqué, dan zal hij moeten kiezen tussen Brussel en de Franse Gemeenschap.

Ik vind het niet correct dat het FDF, een partij van de meerderheid, een persconferentie geeft vóór de aanvang van het debat over het beleidsplan in de Raad. Als het hen goed uitkomt, hebben sommigen de mond vol over de nieuwe politieke cultuur, maar voor de rest doen ze net als vroeger. Van de problemen die men niet kan oplossen, maken sommige partijen communautaire problemen. De Brusselaar ligt hiervan niet wakker. Wat hem wel bekommerd is werk, de toekomst van Brussel als hoofdstad van België, van Europa, van de gewesten en van de gemeenschappen.

Aan de leden van de Franse taalgroep wil ik tenslotte de vraag stellen: hoelang zal u de palavers van het FDF nog dulden? (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Cornelissen.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, chers collègues, pendant les vacances pascals, j'ai profité de mon temps libre pour lire les 52 pages du *Beleidsplan*.

Etant donné ma formation, je l'ai lu avec un esprit ouvert et sans le moindre parti pris. Mais, après une lecture globale, je dois toutefois constater qu'il s'agit d'une merveilleuse machine de guerre servant un objectif connu depuis longtemps, probablement immuable, et qui participe bel et bien à un esprit de reconquête d'une terre qui était flamande il y a 1000 ans, mais sans égard pour l'actuelle composition francophone majoritaire.

La partie d'échecs semble continuer. Le partenaire a de temps en temps un sourire affable, malheureusement entrecoupé de sourires parfois carnassiers.

Le plan flamand stipule textuellement qu'il a pour objectif de renforcer le caractère flamand de Bruxelles! Chaque mesure de ce plan n'est qu'un moyen au service de cet objectif. Et il faut reconnaître que la Flandre ne lésine pas sur les moyens puisqu'elle met sur la table 18 milliards de francs — dont 1,2 milliard provient des droits de tirage du budget bruxellois — pour mener toute une série de politiques adéquates. Je serais le dernier à nier qu'il est illégitime qu'une culture, surtout si elle est minoritaire, défende son existence. Mais le ton du document est souvent agressif à l'égard des francophones. Ainsi, cette petite phrase de la page 28 à propos du palais des Beaux-Arts, qui se réjouit du fait que «le bastion francophone soit enfin tombé». C'est révélateur et il s'agit d'un ton sous-jacent que l'on retrouve régulièrement dans le document. Il est vrai cependant qu'on manie la carotte en même temps que le bâton. On parle, par exemple, de «force d'attraction sur les *anderstaligen*», les «allophones». Il s'agit de déployer une offensive de charme envers les Bruxellois qui ne parlent pas le flamand, via la multiplication de toute une série d'équipements sociaux et socio-culturels: crèches, loisirs, équipements sportifs, etc.

**De heer Guy Vanhengel.** — Maar dat is geen offensief, mijnheer Cornelissen.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Je trouve a priori sympathique de participer à la lutte contre la pauvreté. C'est tout à fait essentiel. Et le plan affirme qu'un tiers de la population de notre région vit dans des quartiers délabrés, soit 343 000 habi-

tants, dont beaucoup sont démunis et doivent être considérés — c'est cela qui me dérange — comme un « public-cible ». Ce terme est déjà dérangeant en soi.

**De heer Guy Vanhengel.** — Dat is een Franse vertaling.

**De Voorzitter.** — Mijnheer Vanhengel, laat iedereen zijn standpunt geven.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Cela est sympathique au départ, mais cynique à l'arrivée. Le joyau de la couronne est bien entendu l'enseignement.

**Mevrouw Brigitte Grouwels.** — Wij houden rekening met de eigenheid van de mensen. U doet dat niet.

**M. le Président.** — Chacun doit pouvoir exprimer son point de vue.

Monsieur Cornelissen, vous avez la parole.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Le joyau de la couronne est l'enseignement flamand et, aujourd'hui, il n'y a plus qu'un tiers de néerlandophones dans cet enseignement. Je ne ferai pas ici une longue analyse. Je ne crois pas que cela soit souhaitable pour l'enseignement néerlandophone. Je crois que chacun doit s'occuper de sa communauté. Mais cela n'est cependant pas dénué d'intérêt dans la mesure où on sait quelles sont les populations, les « publics-cibles » qui sont touchés. Il s'agit évidemment des populations d'origine étrangère. (*Protestations de M. Guy Vanhengel.*) Venez jeter un coup d'oeil dans ma commune, monsieur Vanhengel.

**De heer Guy Vanhengel.** — Mijnheer de Voorzitter, wat die man op de tribune zegt is even ontoelaatbaar als wat de heer Lootens hier soms verkondigt.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Monsieur Vanhengel, je vous montrerai tout à l'heure où cela se trouve dans le texte et vous réagirez probablement très différemment. J'ai en tout cas constaté ce que cela a donné dans ma commune : une école qui comptait huit élèves en compte aujourd'hui 180.

**De heer Guy Vanhengel.** — En dan, wat is het probleem ?

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Je vais vous le dire. Le problème se pose quand vous êtes obligé de prévoir dans votre plan des mesures pour les mères flamandes afin qu'elles puissent suivre leurs enfants qui fréquentent cet enseignement.

**De heer Guy Vanhengel.** — Hoe komt het dat die mensen kiezen voor het Nederlandstalig onderwijs ?

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Cela relève tout simplement d'une stratégie, comme le montre l'émission « Droit de cité », diffusé par la RTBF l'année dernière et que je vous demande de reVISIONNER.

**De heer Guy Vanhengel.** — Het is schandelijk wat u hier zegt.

**M. Bernard Clerfayt.** — Nous avons assez écouté vos « conneries », alors taisez-vous maintenant.

**M. le Président.** — S'il vous plaît, ne rendez pas les choses plus difficiles. Chacun a le droit de s'exprimer. Si tout le monde avait la même opinion, nous ne ferions pas de politique.

**Mme Françoise Dupuis.** — Monsieur le Président, je demande que M. Clerfayt présente ses excuses à propos de l'expression qu'il vient d'utiliser. Je suis certaine que ce mot lui a échappé car il y a eu beaucoup d'agitation. Mais ne continuons pas à débattre sur ce ton.

**M. Bernard Clerfayt.** — Je retire volontiers mes propos si le débat peut se poursuivre dans le calme et si l'attention est réciproque, comme cela a toujours été le cas.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cornelissen.

**M. Jean-Pierre Cornelissen.** — Je vous remercie, monsieur le Président.

En dehors de cet aspect militant, le *Beleidsplan* se distingue surtout par une série de prises de position graves, dans la mesure où la volonté exprimée de la Flandre est de revendiquer à nouveau, dans le cadre d'une future réforme de l'Etat, ce qu'elle n'a obtenu lors des accords précédents. C'est ici que le concept de loyauté fédérale en prend un coup !

On note dès le départ que la loi de 1989, dont nous parlait M. Vandenbossche il y a un instant, est présentée comme « *onvolkomen* ». J'ai repris le terme utilisé dans le texte. On ne m'accusera donc pas de l'avoir mal traduit. On affirme qu'il faudra des garanties supplémentaires pour la participation flamande à la gestion des communes.

La raison essentielle pour laquelle je suis vraiment opposé à ce plan est qu'il contient une négation explicite de la structure trirégionale. Cela figure également textuellement dans le plan : il s'agit du concept de « *tweeledigheid* », qui est pris comme « point de départ général » et est constamment mis en avant, au mépris de la réalité constitutionnelle voulue en 1993, une réalité selon laquelle ce sont les trois régions qui servent de base électorale aux communautés.

Aucun doute n'est possible.

Le plan s'inscrit bien sûr dans le contexte institutionnel actuel, mais aussi, dit-on, dans la foulée de la *Schrikkelnota*, la note bissextille, pour la future réforme de l'Etat. L'intégrité de notre Région bruxelloise est attaquée.

Sous le couvert d'améliorer la qualité de vie à Bruxelles et de mieux intégrer les politiques, le plan empiète sur diverses compétences strictement régionales : développement économique, emploi et formation, aménagement du territoire, environnement.

On y lit : « La Région de Bruxelles-Capitale est géographiquement entourée par la Flandre, ce qui implique des influences considérables et des coopérations indispensables. Via une concertation bilatérale, le Gouvernement flamand est prêt à collaborer avec les autorités bruxelloises de la capitale ». Ce dernier terme est évocateur...

Question à propos d'une concertation bilatérale. Et la Wallonie ? Ignorerait-on que la distance entre les limites de Bruxelles à Watermael-Boitsfort et celles de La Hulpe se calcule en hectomètres au travers de la Forêt de Soignes ?

Je relève d'ailleurs un autre paragraphe qui traite, lui de la nécessité d'une cohérence avec l'*Actieplan voor de Vlaamse Raad*. Il ne s'agit pas de permettre la moindre ingérence des institutions de Bruxelles-Capitale en Brabant flamand. Pourtant, à Bruxelles, les ingérences ne manquent pas. En effet, outre les politiques particulières que je viens de citer — et Marion Lemesre a parlé du problème de Drogenbos, je n'y reviendrai donc pas — nous pouvons constater que la fusion des communes bruxelloises est une matière dont s'occupe le *Beleidsplan*. Je

constate également que la recherche scientifique a consacré une étude à ce sujet. La publication des résultats est annoncée pour le mois de mai ou de juin. Trois études sont citées en politique scientifique, toutes ont trait, d'une manière ou d'une autre, au communautaire ou au linguistique. Il convient de le signaler.

L'ingérence existe également au niveau de l'application des lois linguistiques aux différents échelons de pouvoir. Il est mentionné que «le Gouvernement flamand veillera à ce que l'accord au sein de la CCC et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur l'application de la législation linguistique entraîne un changement dans le bon sens». De quoi se mêle-t-on? C'est nous qui devons régler ce genre d'affaires, d'ailleurs liées à d'autres dossiers tels que les cadres de l'administration, il faut le rappeler.

Les menaces suivent. On nous parle de renforcer le rôle du vice-gouverneur. Des menaces financières existent également. Faut-il entendre que l'on va remettre en cause le mécanisme de la loi de financement dont nous devrions tenir compte dans le budget de l'année prochaine?

Ingérence également sur les nouvelles garanties qu'il faudrait prévoir pour les CPAS et les communes. On lit en effet: «Gegarandeerde Vlaamse aanwezigheid in de Schepencolleges, gemeenteraden, OCMW-bureaus en -raden». Si cela n'est pas une attaque contre le suffrage universel, qu'est-ce donc?

Je passe sur les revendications pour les nouveaux équipements flamands à charge des communes.

Pour conclure, je dirai que la Flandre est d'une certaine manière consciente de l'idiotie du système qui a été mis au point et qui coupe les 19 communes centrales de tout son hinterland. Flamands et francophones de Bruxelles n'auraient-ils pas intérêt à intégrer toutes leurs politiques, à se respecter les uns et les autres et à faire en sorte que la Région de Bruxelles ait sa vraie dimension? Cela constituerait un avantage pour tout le monde:

— Avantage pour Bruxelles qui, bien entendu, aurait une politique plus cohérente et un financement plus important — récupérer les contribuables de la périphérie réglerait bon nombre de problèmes;

— Avantage pour les Flamands de Bruxelles qui ne seraient plus minorisés dans un corps beaucoup plus large;

— Avantage pour les francophones de la périphérie qui se verraient reconnaître le droit à leur culture, à leur identité;

— Avantage pour l'Europe, dotée d'une région centrale, d'une capitale viable débarrassée de ses problèmes communautaires.

Ne pourrions-nous pas un jour arriver à concrétiser ce modèle à la place de systèmes rejoignant plutôt les constitutions 2 + 2, où l'on parle à tout moment de «tweeledigheid».

Nous sommes les représentants de la Région bruxelloise, notre rôle est de défendre notre intégrité en tant que région. (Applaudissements.)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Vandenbussche.

**De heer Michiel Vandenbussche.** — Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister-voorzitter, collega's, een grondige analyse van het beleidsplan voor Brussel van de Vlaamse Regering — ik zal daar niet zo geëxalteerd over praten als voorgaande sprekers — leidt tot de conclusie dat dit een plan pro-Brussel is en dat het sterk sociaal geïnspireerd is.

Dat dit plan pro-Brussel is, ligt voor de hand, zeker wanneer wij de grote inspanningen onder de loep nemen die mevrouw

Van Asbroeck, Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden, die wij reeds kennen van de door haar voor Brussel voordien ontplooidde activiteiten, heeft geleverd om dit plan met de steun van de voltallige Vlaamse Regering onder leiding van minister-voorzitter Luc Van den Brande te realiseren.

Het uitgangspunt voor de relatie Vlaanderen-Brussel in het beleidsplan is de culturele identiteit van de Vlaamse Gemeenschap. Het zou onlogisch zijn, mocht het anders zijn. Daarenboven vertrekt de auteur van het plan ook van de stelling dat Brussel de multiculturele tweetalige hoofdstad van onze federale Staat en van Vlaanderen is. Dat is de basisbeleidslijn voor de verschillende concrete voorstellen. Vlaanderen heeft dus gekozen voor een tweetalige hoofdstad. Het is mijn visie dat Vlaanderen daar dan ook de conclusies moet uit trekken bij de vormgeving van zijn relatie met die hoofdstad. Zo is het ook, hoewel niet altijd even gemakkelijk. Ik herinner bijvoorbeeld aan de bespreking van het maxi-decreet op de Vlaamse radio en televisie, de VRT, waar er bij de Vlaamse Regering een koudwatervrees leefde om ook de beleidsverantwoordelijken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op die zender uitzendtijd te bieden. Wij hebben de andere leden in het Vlaams Parlement er echter van overtuigd dat het voor de multiculturele tweetalige hoofdstad van, onder andere, Vlaanderen een vanzelfsprekendheid is dat elk van onze beleidsmensen op de Vlaamse radio en televisie komt. Zij dienen zich dan wel in behoorlijk Nederlands uit te drukken. Ik kom straks nog even terug op nog een andere koudwatervrees die herhaaldelijk moet worden overwonnen.

Het beleidsplan is ook ingegeven door een sociale reflex. Wie het beleidsplan leest, merkt meteen dat het stadsproject Brussel met al zijn maatschappelijke noden en de er dreigende dualisering, bijzonder veel aandacht krijgt. Dat brengt uiteraard een spanningsveld inzake de verantwoordelijkheden teweeg. Inderdaad, enerzijds kan de Vlaamse Gemeenschap vanuit haar bevoegdheden rechtstreeks meewerken aan de democratische uitbouw van onze stad, aan de strijd tegen de dualisering en aan de oplossing van de sociale noden. Anderzijds is dat hoofdzakelijk een taak van de Brusselse instellingen die hier bevoegd zijn. Welnu, dit plan somt een dertigtal concrete voorbeelden op waarover overleg moet worden gepleegd en in verband waarmee samenwerkingsakkoorden moeten worden gesloten, precies om de sociale problemen van onze stad aan te pakken. Dat is de belangrijkste optie van de Vlaamse Regering. In deze discussie moeten wij ons in de Brusselse Raad bijgevolg vooral buigen over de vraag hoe wij aan de uitgestoken hand van Vlaanderen wat de sociale problemen betreft, het best gevolg kunnen geven.

Een andere toetssteen voor de evaluatie van dit plan is de wijze waarop daarmee het principe van de federale loyaliteit wordt gerespecteerd en hoe het past in het institutioneel kader. Hier is het spanningsveld te wijten aan de verschillende opties waarbij de enen de federale Staat indelen in twee gemeenschappen en de anderen in drie gewesten. Ik herinner mij nochtans de laatste zin van de uiteenzetting van collega De Coster, namelijk dat de federale loyaliteit precies betekent dat men als uitgangspunt de twee gemeenschappen en de drie gewesten hanteert. Ik ben het daar volkomen mee eens: voor mij is daar de federale loyaliteit op gestoeld. Waar dit aanleiding geeft tot spanningen, moeten wij er sereen op reageren.

Dit plan erkent ook expliciet de specificiteit van Brussel wanneer het de bestaande Brusselse structuren als een verworvenheid beschouwt die positief zijn voor de samenwerkingsvormen. Er is inderdaad een verschil in de benaderingswijze van Vlaanderen en Wallonië ten opzichte van Brussel. Kijk maar naar de verhouding tussen de Franse Gemeenschap en de *Commission communautaire française* die het resultaat is van het Sint-Kwintensakkoord. Die stemt niet overeen met deze tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeen-

schapscommissie. Ik ga niet dieper in op deze verschillende zienswijzen, die mijns inziens moeten worden gerespecteerd.

In het beleidsplan opteert de Vlaamse Regering er ook voor om in samenspraak met de VGC directere contacten met de Brusselse gemeenten te onderhouden. Wij zijn daarover verheugd. Alleen stellen wij ons vragen over de concrete uitvoering van dit voornemen. Vandaar dat ik een oproep doe aan, enerzijds, de Brusselse gemeentebesturen en, anderzijds, de Vlaamse Regering om dit experiment serieus aan te pakken. Dat mag niet gebeuren volgens een conflictmodel met substitutie van de VGC, maar na overleg. Hopelijk kunnen wij na een jaar een evaluatie maken van de aanwezigheid van de Vlaamse Gemeenschap via de VGC in de Brusselse gemeenten, waardoor concrete problemen dankzij een dialoog, zoals zij dat ook doet voor Vlaamse gemeenten, opgelost kunnen worden. Dat kan alleen maar positief zijn voor Brussel.

Ik kom hiermee tot een volgend punt. Dit hele plan straalt de bereidheid van de Vlaamse Regering uit om mee te investeren in Brussel en te zorgen voor financiering van de Brusselse noden. Dat betekent dat de Vlamingen op federaal niveau hun verantwoordelijkheid op zich zullen nemen opdat de functie van Brussel als hoofdstad wordt gevaloriseerd en er de nodige budgettaire consequenties aan worden verbonden.

In dit verband wijs ik er nog op dat mevrouw Van Asbroeck wel op een heel bijzondere wijze is tewerkgegaan bij de opmaak van dit beleidsplan. Zo heeft iedere Vlaamse minister concrete projecten voorgesteld. Bovendien zal ook elke minister jaarlijks verslag uitbrengen — zo staat het in de tekst — over de uitvoering die aan het beleidsplan wordt gegeven. Wij zullen daarop nauwlettend toezien. Ik meen dat wij hier in de Brusselse Raad, zoals wij dat zullen doen in de VGC wat de gemeenschapsaangelegenheden betreft, jaarlijks een discussie kunnen organiseren om na te gaan wat de resultaten zijn van de samenwerkingssakkoorden inzake de gewestelijke bevoegdheden. Dan zullen wij kunnen beoordelen wat al de inspanningen van de Vlaamse Gemeenschap voor Brussel hebben bijgebracht.

Mijnheer de Voorzitter, ik besluit met de hoop uit te spreken dat alle in het beleidsplan voorgestelde maatregelen speciaal de aandacht van de Brusselse Regering zullen krijgen en dat daarover met de Vlaamse Regering op een serieuze manier zal worden gepraat. Ik ben het overigens niet helemaal eens met de stelling van de Vlaamse Regering dat contacten enkel bilateraal kunnen gebeuren, tussen de verschillende ministers. Neen, mijns inziens moet de algemene visie verwoord in onderhavig beleidsplan, ook het onderwerp vormen van gesprekken tussen de hele Vlaamse Regering en deze van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hopelijk zal de koudwatervrees die de Vlaamse Regering in dat verband nog voelt, vlug verdwijnen en houdt de Brusselse Regering op een open en ernstige wijze rekening met de inhoud van het plan en grijpt ze de uitgestoken hand. Dit plan is pro-Brussel en mikt op samenwerking met al degenen die het met deze stad goed voorhebben. *(Applaus.)*

**De Voorzitter.** — De heer Gatz heeft het woord.

**De heer Sven Gatz.** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister-voorzitter, beste collega's, het verheugt mij en mijn fractie dat dit beleidsplan zoveel aandacht krijgt. Wij hebben overigens reeds constructieve en uitgebreide debatten gevoerd in de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en in het adviescomité Brussel-Vlaams Brabant van het Vlaams Parlement. Het is dus logisch dat over dit beleidsplan vandaag uitgebreid van gedachten wordt gewisseld in de Hoofdstedelijke Raad.

In mijn — zoals gewoonlijk — beknopte uiteenzetting wil ik een onderscheid maken tussen het institutionele aspect dat al dan

niet in het plan zou zijn vervat en het inhoudelijke aspect, dat in feite het belangrijkste is. De vraag is of dit plan een institutioneel aspect bevat en, indien dit het geval is, of dit dan de basis vormt van het plan. Na het plan herhaalde malen te hebben gelezen en toelichtingen te hebben gehoord van de auteurs ervan, ben ik tot de slotsom gekomen dat het niet om een institutioneel plan gaat. De intellectuele eerlijkheid gebiedt ons echter toe te geven dat sommige elementen van het plan institutioneel zouden kunnen worden genoemd. Mijn standpunt hieromtrent is echter duidelijk: de gedachten over dit onderwerp zijn vrij en men mag zoals iedereen trachten democratische doelstellingen te bereiken, op voorwaarde dat de democratische spelregels worden gerespecteerd. Ik kom hierop later nog terug.

Ik wil de nadruk leggen op het inhoudelijke aspect van het plan. Het plan bevat zeven sporen, waartegen men als Brusselse Vlaming — maar eigenlijk ook als Franstalige — weinig bezwaren kan hebben. De Vlamingen zijn wat dit betreft zelfs vragende partij. Michiel Vandebussche heeft erop gewezen dat in dit plan herhaaldelijk wordt gepleit voor overleg en samenwerking. Mevrouw Huytebroeck heeft opgemerkt dat het niet bij een plan mag blijven, maar dat de wil tot samenwerking moet worden geconcretiseerd. Hierbij moet de liefde uiteraard van beide zijden komen.

Voorts worden er door de uitvoering van het beleidsplan veel middelen aan Brussel toegekend. Ik wil het nu niet hebben over het onderwijs, maar zal een voorbeeld geven dat te maken heeft met de welzijnssector, met name de kansarmoedebestrijding. Wie enigszins vertrouwd is met deze materie, weet zeer goed dat het netwerk van Vlaamse instellingen die zich bezighouden met de bestrijding van de kansarmoede, één van de grote maatschappelijke problemen waarmee wij in de hoofdstad worden geconfronteerd, natuurlijk niet enkel werkt voor de «raszuivere Vlamingen». Iedere inwoner van Brussel die door de Brusselse straten zwerft, die geen dak boven zijn hoofd heeft en op de ene of de andere manier opnieuw in de maatschappij moet worden geïntegreerd, kan via de middelen van het beleidsplan worden geholpen. Dit mag niet uit het oog worden verloren. Dit plan is voor iedereen een goede zaak, ik zou zelfs durven zeggen dat het een zegen is voor Brussel.

Ik keer even terug naar de kern van de discussie van vanmorgen over het geslacht der engelen: zijn er drie gewesten of zijn er twee gemeenschappen? Wij weten natuurlijk allemaal dat er drie gemeenschappen zijn. Wij mogen namelijk niet vergeten dat er ook een Duitstalige Gemeenschap is. Wat de Vlamingen betreft — het is altijd zo geweest en het zal in de toekomst ook niet veranderen —, is deze Staat gebaseerd op de gemeenschappen. Anderen, zoals een aantal Franstaligen in deze zaal, zullen hierop antwoorden dat ik het volledig bij het verkeerde eind heb en dat het om drie gewesten gaat. In deze discussie sluit het ene het andere echter niet uit. De eerste artikels van de Grondwet geven beide partijen gelijk. Het komt er in het Hoofdstedelijk Gewest overigens niet op aan zich voortdurend te beroepen op het eigen gelijk, maar ervoor te zorgen dat er een beter beleid voor de Brusselse Vlamingen en de Franstalige Brusselaars tot stand komt. Ik ben ervan overtuigd dat de Brusselse Vlamingen dit beter begrijpen dan om het even wie. Wij zijn immers in de eerste plaats Vlamingen — ik heb het hier niet enkel over de Volksunie —, maar het is duidelijk dat wij ook Brusselaars zijn. Ik vraag mij af waarom vele Franstaligen mij aanraden dit plan af te keuren. Ben ik dan een slechte Brusselaar wanneer ik dit plan steun? Ben ik een vijfde colonne, zoals sommigen het noemen? Ik meen van niet. Wij bevinden ons immers in een — en situatie en niet in een of — of situatie waarbij een keuze zich opdringt. Wij zijn zowel Vlaming als Brusselaar. Beste Franstalige vrienden, probeer mij niet te doen kiezen. Dat zal overigens niet lukken. Ik kan het niet helpen dat jullie door de regionalisering en de «cocofiëring» blijkbaar al wel een keuze hebben gemaakt. *(Applaus.)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Picqué, ministre-président du Gouvernement.

**M. Charles Picqué,** ministre-président du Gouvernement. — Monsieur le Président, chers collègues, je me suis amusé tout à l'heure en écoutant les interventions des uns et des autres, à imaginer un scénario de politique-fiction.

Imaginons qu'hier, le Gouvernement de la Communauté française, constitué de ministres wallons et bruxellois, ait décidé d'investir davantage dans la Région bruxelloise afin de rendre le réseau scolaire plus performant et de conforter une politique culturelle dans la capitale du pays.

Que diraient les Flamands de Bruxelles ?

**M. Guy Vanhengel.** — C'est bien! (*Applaudissements de M. Walter Vandenbossche.*)

**M. Guy Vanhengel.** — Le problème, c'est que la Communauté française n'a pas d'argent.

**M. Charles Picqué,** ministre-président du Gouvernement. — Cela, c'est du mépris! Faites attention. Le plus grave, dans nos relations, c'est le mépris.

Mais si le Gouvernement de la Communauté française venait à s'exprimer sur des matières qui relèvent de la Région bruxelloise, en donnant des conseils qui pourraient être interprétés comme des leçons et qui porteraient sur la rénovation urbaine, les transports publics etc., alors que depuis quelque temps, des discours martèlent le fait que Bruxelles est une composante du destin de la Communauté française, que feraient les Flamands ?

Ils applaudiraient déjà moins. (*Hilarité sur divers bancs.*) Ils manifesteraient une certaine prudence.

Si le Gouvernement de la Communauté française jugeait que, compte tenu des réalités linguistiques à Bruxelles, il faut assurer dans toutes les instances officielles de la région une représentation des francophones qui, en aucun cas, ne peut être inférieure à 85 %, que diraient les Flamands ?

Ils n'applaudissent déjà plus!

**De heer Guy Vanhengel.** — Toots Thielemans, bij welke groep hoort die, bij de 85 percent of de 15 percent ?

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — Met mijn voorbeeld dat fictief is, wil ik alleen aantonen dat het Vlaams beleidsplan soms dubbelzinnig is.

Mais je crois qu'il y a également des choses positives dans ce plan et j'ai fait le même exercice à l'envers.

J'ai pris connaissance du document, qui est un document de travail. Il est important de le dire. Le texte est dépourvu de toute valeur réglementaire et je le considère surtout comme un catalogue d'idées.

**De heer Walter Vandenbossche.** — De Vlaamse Regering heeft decretale macht...

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — Ik wil het document niet onderschatten, maar...

**De heer Walter Vandenbossche.** — ... en financiële middelen om belangrijke aspecten van dit plan uit te voeren. Het plan is dus meer dan een catalogus.

**M. Charles Picqué,** ministre-président du Gouvernement. — M. De Coster a évoqué plusieurs sujets de satisfaction qui ressortent de la lecture du texte. On peut considérer qu'il est réjouissant de constater que l'on va investir dans l'enseignement et la culture. Si cela était vrai pour les deux communautés, nous ne pourrions qu'en être satisfaits. Ces communautés exercent des compétences sur le territoire de la Région de Bruxelles et il serait extrêmement dangereux d'assister à un désinvestissement dans ce domaine. Car pour pallier certaines déficiences, nous serions amenés à inventer des dispositifs à la VGC, la COCOF ou la région.

Il faut voir au travers de ce qui a été exprimé dans le plan un intérêt de la Communauté flamande pour la Région de Bruxelles, intérêt que personne ici ne peut nier mais qui prend parfois une forme boulimique que contestent les francophones. Je ne serais d'ailleurs pas mécontent que la Communauté française se prenne de boulimie pour la Région de Bruxelles.

Hoewel het beleidsplan geen rechtskracht heeft, moet het toch worden beschouwd als een teken van belangstelling voor Brussel. Een wilsuïting uitgaande van een gemeenschap kan vanzelfsprekend enkel worden overwogen binnen het wel afgelijnde kader van haar eigen bevoegdheden. Men kan in geen enkel geval de gewestbevoegdheden aantasten. Precies op dit punt twijfel ik aan de oprechtheid van de gevoelens die hier en daar ten aanzien van Brussel worden geuit.

Je dois quand même me souvenir que certains ont laissé entendre, il y a peu encore, que la Région de Bruxelles n'était pas une région à part entière.

**De heer Walter Vandenbossche.** — In het beleidsplan doet u dit vermoeden. Geef ons concrete voorbeelden.

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — Ik heb niet gezegd dat het beleidsplan dergelijke verklaringen bevat, maar in de globale context kan men toch niet loochenen...

**De heer Walter Vandenbossche.** — Dan is uw vrije tribune in *De Standaard* voorbarig geweest. U zegt daarin zaken die niet terug te vinden zijn in het beleidsplan.

**De heer Michiel Vandenbussche.** — Mijnheer de minister-voorzitter, u bent dus bereid om naar ons dansfeest te komen!

**M. Charles Picqué,** ministre-président du Gouvernement. — J'ai parlé d'un contexte général. N'ai-je pas lu hier — ce qui peut inquiéter les francophones — que le Comité flamand pour la communautarisation de la sécurité sociale envisageait un scénario de parité à Bruxelles. Soyons de bon compte! S'il y a des points positifs dans le plan, il faut tenir compte de l'atmosphère dans laquelle cela s'inscrit et de certaines déclarations. Autant je puis dire aux francophones: réjouissez-vous de l'intérêt des Flamands pour Bruxelles, autant je puis dire aux néerlandophones: ne vous étonnez pas qu'il existe chez les francophones quelques doutes sur les intentions réelles des uns et des autres.

**M. Guy Vanhengel.** — Nous sommes mieux intentionnés que vous ne le pensez.

**M. Charles Picqué,** ministre-président du Gouvernement. — La crainte rampante que certains éprouvent c'est la bicommunautarisation de Bruxelles et l'annulation de son statut original. Je ne suis pas tellement optimiste. Vous m'avez souvent entendu à cette tribune lancer des appels à la pacification communautaire. Nous sommes arrivés à prouver, dans cette

enceinte, comme au Gouvernement, notre capacité de travailler ensemble.

Il y a quelques années, j'aurais rejeté du revers de la main les propos de ceux qui auraient prétendu qu'il fallait se préparer éventuellement à des scénarios catastrophes pour la Belgique de demain. Je les aurais qualifiés d'oiseaux de mauvais augure.

Mais aujourd'hui nous entendons des discours qui, souvent, convergent. Le nouveau président du VEV a encore tenu hier des propos sur une charte et un pacte flamands qui peuvent nous faire éprouver certaines craintes.

**De heer Walter Vandenbossche.** — Wat zegt de minister-voorzitter van Wallonië, de heer Collignon? Dat wij Brusselaars de wet niet moeten spellen aan Wallonië! Mijnheer de minister-voorzitter, wees voorzichtig met alleen naar Vlaanderen te verwijzen.

**De heer Guy Vanhengel.** — Nog veel erger! Wat zegt de heer Cornelissen hier?

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — Ik kom terug op het belangrijke probleem van de sociale zekerheid.

Ce que je crains, c'est que, si l'on régionalise demain des pans entiers de la sécurité sociale, cela amène presque automatiquement la gestion paritaire de la Région bruxelloise.

Ceux qui pensent que, dans les prochaines réformes de l'Etat, le statut de Bruxelles pourrait être oublié au moment où l'on envisagerait la communautarisation de la sécurité sociale se trompent. Je le répète, la communautarisation de la sécurité sociale entraîne la remise en question du statut de Bruxelles, à moins d'introduire la notion de sous-nationalité à Bruxelles qui est malgré tout, à mes yeux, une forme de bicommunautarisation.

**De heer Guy Vanhengel.** — Daar bestaat boeiend studiewerk over. Onlangs heeft daarover zelfs een congres plaatsgevonden aan de KU-Brussel. Daarop is gebleken dat een splitsing van de sociale zekerheid niet noodzakelijk leidt tot de invoering van een subnationaliteit. Een splitsing is perfect beheersbaar. Geen van beide gemeenschappen moet daarbij de indruk krijgen dat ze tekortgedaan wordt.

**De heer Walter Vandenbossche.** — U snijdt opnieuw een onderwerp aan dat niet vermeld staat in het Vlaams beleidsplan. Mag ik op mijn beurt verwijzen naar de miskening van de Vlamingen in de Brusselse bicommunautaire ziekenhuizen? Laten wij daar iets aan doen en dan het andere probleem van de sociale zekerheid bekijken. *Le beurre et l'argent du beurre*, dat is te veel gevraagd.

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — Het beleidsplan is op een heel slecht moment gekomen. Inderdaad op het ogenblik bestaat er een groot wantrouwen tegenover elkaars bedoelingen waarbij ook hoofdzaak en bijzaak door elkaar worden gehaald.

Ce texte arrive à un moment où des soupçons et des inquiétudes se manifestent quant aux intentions de l'autre. C'est sans doute ce qui rend ce texte plus difficile à accepter.

Eerlijkshalve kan men niet ontkennen dat het Brussels model globaal bekeken goed werkt. De bijzondere wet tot oprichting van het Brussels Gewest bevat een aantal mechanismen die de belangen van beide gemeenschappen veiligstellen. Dit geldt zowel voor de samenstelling van de Regering als voor de verdeling van de bevoegdheden. Het lijkt mij bijgevolg onwijs

opnieuw het debat te openen over de verdeelsleutels, meer bepaald voor de Vlaamse verkozenen op gewestelijk of op gemeentelijk vlak, des te meer omdat ik in het algemeen kan vaststellen dat aan de legitieme verwachting dat de openbare diensten in beide landstalen zouden werken, wordt tegemoetgekomen. Als bewijs daarvan wil ik het feit aanvoeren dat er omzeggens geen klachten zijn. De alarmkreten die men soms hoort, komen altijd van minderheidsgroepjes die steeds klaar staan om communautaire spanningen aan te wakkeren.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Nu zet u de zaken op zijn kop.

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — Als er problemen zijn dan moeten wij die oplossen.

**De heer Walter Vandenbossche.** — Mijnheer de minister-voorzitter, ik kan u twee problemen citeren in verband met de gemeenschapscentra van Jette en Anderlecht. Ik heb overigens klacht neergelegd over de vernechting van het Vlaams gemeenschapsleven, mede door een Vlaams schepen die de Franstalige macht gebruikt om de Vlamingen te onderdrukken. Ik heb u als toezienende overheid gevraagd om hiertegen op te treden. Ik zal zien hoe u gaat reageren.

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — U moet toch toegeven dat de incidenten zeldzaam zijn.

On ne peut pas nier que les incidents et les plaintes linguistiques sont rares dans cette région.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — En het aantal schorsingen dan! Zijn die zo zeldzaam? Hoeveel hebt u er vernietigd?

**M. Charles Picqué,** ministre-président du Gouvernement. — Chers collègues, peut-être ce plan avait-il une autre intention et une autre destination, qui était de rassurer les Flamands de Bruxelles sur l'intérêt que la Communauté flamande et la mère Flandre leur portent. Cela me paraît assez réjouissant, contrairement à ce que d'autres pourraient penser; cela voudrait dire que les Flamands de Bruxelles occupent une place importante au sein de la Communauté flamande qui leur porte de l'intérêt.

A partir du moment où la majorité des élus flamands de ce Conseil ont joué loyalement le jeu des institutions bruxelloises, j'imagine le plaisir que nous allons éprouver en nous rendant compte qu'ils vont peser davantage dans les institutions nationales et communautaires.

Il faut considérer que c'est une bonne chose. M. Vandenbossche a cité le décret qui m'empêchait de faire une communication à la BRT. Nous devons aux amis flamands de cette assemblée et à leur obstination une modification du décret. Ils ont donc fait entendre la voix des Flamands de Bruxelles dans une instance communautaire. Et je les en remercie. Ils ont, non seulement sauvé les intérêts de leur Communauté, mais aussi ceux de la région, y compris de l'autre Communauté.

Au lieu de parler de nos compétences, dans l'intérêt de notre sort, j'aimerais bien dire à la Communauté et à la Région flamandes qu'elles s'occupent de leurs compétences propres dans la Région de Bruxelles.

Quand je vous entends discuter sur l'incinérateur de Drogenbos, je me dis qu'avant de nous conseiller une rénovation urbaine dans certains quartiers de Bruxelles, dans le cadre de nos compétences, il serait peut-être intéressant que vous vous occupiez des compétences sur lesquelles vous avez une maîtrise

totale dans l'intérêt des Bruxellois. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité, Ecolo et PSC.*)

**De heer Guy Vanhengel.** — Dat is juist, maar u zult moeten toegeven dat in die zaak de Vlaamse leden van deze Raad uw bondgenoten waren.

**De heer Charles Picqué,** minister-voorzitter van de Regering. — En dat verheugt mij.

On me permettra cet effet de manche qui est un peu facile. Mais c'est tellement réjouissant.

Je conclurai, chers collègues, puisque nous avons consacré de nombreuses heures à ce débat, en rappelant que, s'il y a des éléments réjouissants, il en est qui peuvent nous inquiéter dans ce plan. Veut-on le bien-être de Bruxelles, que ce soit dans la Communauté française ou la Communauté flamande? Alors, parlons. Non seulement parlons entre nous mais créons et exigeons une fois pour toutes les conditions d'un dialogue avec la Communauté flamande. Nous devons envoyer un signal suivant lequel, si Bruxelles vous semble un espace intéressant sur le plan économique, le plan social, le plan international, vous devez inévitablement vous intéresser aux institutions bruxelloises.

Je reste à la disposition du ministre-président de la Région et de la Communauté flamandes pour dialoguer. Je dois parfois vaincre le sentiment que j'ai d'une forme d'indifférence, voire de mépris, à l'égard des institutions bruxelloises de la part de certains Flamands de Flandre. Mais rien n'est perdu. Peut-être pourrions-nous saisir l'occasion du plan pour entamer un dialogue comparable à celui que nous avons eu avec la Région wallonne.

Croyez bien que, si j'avais une invitation, même informelle, qui ne conduise pas à un show, je l'accepterais avec beaucoup de satisfaction parce que cela s'inscrirait parfaitement dans

l'obsession qui est la mienne de construire un fédéralisme de coopération. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité, du PSC et du VLD.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. De Coster.

**M. Jacques De Coster.** — Monsieur le Président, chers collègues, je remercie le ministre-président pour le caractère complet de ses réponses et pour le mot « dialogue » par lequel il a conclu son intervention.

Je dirai à mes collègues des partis démocratiques de notre Parlement que je ne regrette pas d'avoir déposé cette interpellation.

Je pense sincèrement que le débat que nous avons eu a été constructif et a permis de faire avancer les choses. Ayons à l'avenir ce double état d'esprit : un esprit positif, sans angélisme, car il est évident qu'il y a des difficultés, et soyons libre-exaministes quand nous écoutons un collègue d'un autre parti en essayant de voir ce qui est vrai dans ses propos. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

**M. le Président.** — Les incidents sont clos.

De incidenten zijn gesloten.

La séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

De plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad is gesloten.

Prochaine séance plénière cet après-midi à 14 h 30.

Volgende plenaire vergadering deze namiddag om 14.30 uur.

— *La séance plénière est levée à 12 h 50.*

*De plenaire vergadering wordt om 12.50 uur gesloten.*

## ANNEXES

### COUR D'ARBITRAGE

**En application de l'article 76 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie :**

— le recours en annulation des articles 2 et 5, alinéa 2, de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, introduit par l'asbl Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie et autres (n° 1074 du rôle);

— le recours en annulation des articles 39 et 50 du décret-programme de la Communauté française du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel, introduit par l'asbl Fédération des Etudiants francophones et M. Vrancken (n° 1080 du rôle).

*Pour information.*

**En application de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie :**

— les questions préjudicielles concernant l'article 171, alinéa 2, de la loi-programme du 22 décembre 1989 (nos 1071, 1075 et 1076 du rôle).

*Pour information.*

**En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la Cour d'arbitrage notifie les arrêts suivants :**

— arrêt n° 19/97 rendu le 15 avril 1997, en cause :

• la question préjudicielle concernant le décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets, notamment le chapitre IV, section 5, posée par le Conseil d'Etat (nos 952 et 953 du rôle);

— arrêt n° 20/97 rendu le 15 avril 1997, en cause :

• les recours en annulation des articles 24, 4°, et 25 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales, modifiant l'article 54 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, introduit par l'Union professionnelle des entreprises d'assurances belges et étrangères opérant en Belgique (n° 973 du rôle);

— arrêt n° 21/97 rendu le 17 avril 1997, en cause :

• le recours en annulation de l'article 91 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, introduit par la s.a. ITT Promedia (n° 967 du rôle);

— arrêt n° 23/97 rendu le 30 avril 1997, en cause :

• la question préjudicielle concernant certains articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, posée par le Conseil de la concurrence (n° 945 du rôle);

— arrêt n° 24/97 rendu le 30 avril 1997, en cause :

• les questions préjudicielles concernant les articles 43, 44 et 148 du Code d'instruction criminelle et les articles 962 et suivants

## BIJLAGEN

### ARBITRAGEHOF

**In uitvoering van artikel 76 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft het Arbitragehof kennis van :**

— het beroep tot vernietiging van de artikelen 2 en 5, tweede lid, van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingesteld door de vzw «Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie» en anderen (nr. 1074 van de rol);

— het beroep tot vernietiging van de artikelen 39 en 50 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector, gesteld door de vzw «Fédération des Etudiants francophones» en M. Vrancken (nr. 1080 van de rol).

*Ter informatie.*

**In uitvoering van artikel 77 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft het Arbitragehof kennis van :**

— de prejudiciële vragen betreffende artikel 171, tweede lid, van de programmawet van 22 december 1989 (nrs. 1071, 1075 en 1076 van de rol).

*Ter informatie.*

**In uitvoering van artikel 113 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft het Arbitragehof kennis van de volgende arresten :**

— arrest nr. 19/97 uitgesproken op 15 april 1997, in zake :

• de prejudiciële vraag over het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid hoofdstuk IV, afdeling 5, gesteld door de Raad van State (nrs. 952 en 953 van de rol);

— arrest nr. 20/97 uitgesproken op 15 april 1997, in zake :

• het beroep tot vernietiging van de artikelen 24, 4°, en 25 van de wet van 20 december 1995 houdende sociale bepalingen, waarbij artikel 54 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt gewijzigd, ingesteld door de Beroepsvereniging der Belgische en Buitenlandse Verzekeringsondernemingen werkzaam in België (nr. 973 van de rol);

— arrest nr. 21/97 uitgesproken op 17 april 1997, in zake :

• het beroep tot vernietiging van artikel 91 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, ingesteld door de n.v. ITT Promedia (nr. 967 van de rol);

— arrest nr. 23/97 uitgesproken op 30 april 1997, in zake :

• de prejudiciële vraag betreffende sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging, gesteld door de Raad voor de Mededinging (nr. 945 van de rol);

— arrest nr. 24/97 uitgesproken op 30 april 1997, in zake :

• de prejudiciële vragen betreffende de artikelen 43, 44 en 148 van het Wetboek van Strafvordering en de artikelen 962 en



Séance plénière du mercredi 7 mai 1997  
Plenaire vergadering van woensdag 7 mei 1997

du Code judiciaire, posées par le tribunal correctionnel de Bruxelles et par le tribunal correctionnel (chambre du conseil) de Namur (n<sup>os</sup> 957 et 980 du rôle);

— arrêt n<sup>o</sup> 25/97 rendu le 30 avril 1997, en cause :

• la question préjudicielle concernant les articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, posée par le tribunal du travail d'Anvers (n<sup>o</sup> 985 du rôle).

*Pour information.*

volgende van het Gerechtelijk Wetboek, gesteld door de correctionele rechtbank te Brussel en de correctionele rechtbank (raadkamer) te Namen (nrs. 957 en 980 van de rol);

— arrest nr. 25/97 uitgesproken op 30 april 1997, in zake :

• de prejudiciële vraag betreffende de artikelen 43 en 44 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap, gesteld door de Arbeidsrechtbank van Antwerpen (nr. 985 van de rol).

*Ter informatie.*